

Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

**Saisir l'avenir, ensemble**



**ACTE V**

# **LES NOUVEAUX PARADIGMES DU MONDE D'APRÈS**

---

**LES ACTES 2021**



# Sommaire

## AVANT-PROPOS .....5

## QU'AVONS-NOUS APPRIS EN 2020 ? .....7

Contributions : J. Baudet ; N. Calviño ; Ch. Lagarde ; M. Nakagawa

Coordination : P. Artus / Modération : R. Elkrief

## ET DEMAIN, QUEL CAPITALISME ? ..... 14

Contributions : Ph. Aghion ; P. Artus ; L. Boone ; J.-H. Lorenzi

## ADRESSE OFFICIELLE DU PRÉSIDENT MACKY SALL ..... 17

Contribution : M. Sall

En présence de : Ch. de Boissieu ; Ch. Kanté

## SOMMES-NOUS CAPABLES D'ANTICIPER DE NOUVELLES CRISES ? .....23

Contributions : C. Atkinson ; G. Monsellato ; É. Piolle ; A. Posen ; A. Tooze

Coordination : A. Cartapanis / Modération : St. Antoine

## UN NOUVEAU PARADIGME DE LA CROISSANCE ..... 30

Contributions : A. Frérot ; Fl. Menegaux ; A. Pannier-Runacher ; B. Potier ; Ph. Wahl

Coordination : J.-H. Lorenzi / Modération : N. Beytout

## LA NÉCESSITÉ D'UNE NOUVELLE ÉCONOMIE POLITIQUE..... 35

Contributions : D. Lidington ; Y. Perrier ; N. Shafik ; Fr. Villeroy de Galhau

Coordination : J. Pisani-Ferry / Modération : A. Bensaïd

## LE MONDE D'APRÈS.....40

Contributions : A. Deysine ; O. Girard ; D. Grieve ; J. Kao ; G. Terrier ; O. Wild

Coordination : P. Barbizet / Modération : Ch. Jakubyszyn

## COMMENT LA CRISE REDESSINE LA CARTE DU MONDE ..... 46

Contributions : M. Barnier ; S. Berger ; Fl. Parly ; R. Saadé ; Sv. Smit

Coordination : Ph. Aghion / Modération : A.-L. Jument

## LA COOPÉRATION INTERNATIONALE MISE À L'ÉPREUVE..... 53

Contributions : J. Hillman ; D. Moïsi ; L. Mushikiwabo ; J. Viard

Coordination : P. Dockès / Modération : S. Delanglade

---

**QUELS RISQUES GÉOSTRATÉGIQUES SANS INSTANCE  
MULTILATÉRALE FORTE ? .....59**

Contributions : A.-L. Kiechel ; I. Krastev ; Sv. Lukash ; H. Védrine ; H. Wang  
Coordination : L. Boone / Modération : L. Alderman

**AFFRONTER LA NOUVELLE DONNE DE LA  
MONDIALISATION ..... 65**

Contributions : S. Chaturvedi ; P. Jacquet ; Ch. Kanté ; J. Y. Lin ; I. A. Mayaki  
Coordination : M. Pezzini / Modération : D. Baillard

**L'UNION EUROPÉENNE A-T-ELLE PRIS UN SENS NOUVEAU  
FACE À L'ADVERSITÉ ? ..... 71**

Contributions : L. Friis ; P. Jaeger ; O. Klein ; Fl. Ninane ; P. Siza Vieira  
Coordination : Ph. Martin / Modération : Ch. Schubert

**RÉAFFIRMER LE PARTENARIAT FRANCO-ALLEMAND .....78**

Contributions : P. Altmaier ; G. Faury ; Br. Le Maire  
Coordination : H. d'Albis / Modération : E. Martichoux

**DIX EXIGENCES POUR LA PRÉSIDENTIELLE ..... 82**

**INDEX GÉNÉRAL DES AUTEURS ..... 84**

**REMERCIEMENTS DU CERCLE DES ÉCONOMISTES ..... 90**

# AVANT-PROPOS

---

Cette 21<sup>e</sup> édition des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence s'ouvre autour d'un thème plus actuel que jamais : « Saisir l'avenir, ensemble ». Elles sont exceptionnelles et prennent place dans un contexte qui l'est tout autant : la pandémie, les débats suscités par le scrutin régional ont provoqué de nombreuses tensions dans notre pays.

L'ensemble des débats et sessions de ces Rencontres se caractérisent par le fait qu'ils sont organisés autour de deux grandes questions dans la perspective d'une reprise économique prévisible. Au-delà de l'absolue nécessité de réfléchir à la décarbonation du monde, le problème du climat est une contrainte absolue, notre première interrogation sera de savoir ce que sera le capitalisme de demain. Aura-t-il vraiment changé ?

La deuxième interrogation concerne la situation de la France : sommes-nous capables de véritablement rebondir ? C'est-à-dire de retrouver une vitalité perdue depuis peut-être une ou deux décennies – cela n'a aucun rapport avec les différentes majorités politiques, cela correspond à la réalité de ces 20 dernières années, avec notamment la désindustrialisation.

Notre ambition n'est donc pas de contraindre mais de stimuler tous les candidats et candidates à l'élection présidentielle à traiter une dizaine de sujet primordiaux, et à s'engager sur ces thèmes, pour enrichir le débat public, ce que les Rencontres Économiques font depuis maintenant plus de 20 ans.

J'espère que vous apprécierez la richesse des échanges qui suivent, et qui sont le témoignage le plus précieux de cette 21<sup>e</sup> édition des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence.

**Jean-Hervé Lorenzi**  
*Président des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence*



# QU'AVONS-NOUS APPRIS EN 2020 ?

---

**COORDINATION** Patrick Artus, Le Cercle des économistes

**CONTRIBUTIONS** Jules Baudet, La Parole aux 18-28  
Nadia Calviño, Première Vice-présidente du gouvernement et Ministre de l'Économie et de la Numérisation, Espagne  
Christine Lagarde, Présidente de la Banque centrale européenne  
Melanie Nakagawa, Conseillère spéciale du Président des États-Unis et Directrice principale du Conseil national de sécurité pour le climat et l'énergie

**MODÉRATION** Ruth Elkrief, LCI

---

## Propos introductifs de Patrick Artus, membre du Cercle des économistes

Nous avons compris qu'il y aurait d'autres crises, même si nous ne savons pas encore si elles seront sanitaires, géopolitiques, de cybersécurité ou financières. Il faut donc passer d'une approche défensive – ce qui a été plutôt bien fait, en particulier en Europe – à une approche préventive. Je ne vois pas comment il serait possible, dans 4 ou 5 ans, de répéter la stratégie d'intervention massive des Banques centrales qui a été utilisée cette fois pour lutter contre la crise de la dette. Il y a une limite au défensif. Il faut réfléchir à la façon d'éviter autant que possible, dans le futur, les déséquilibres dans le domaine financier.

Nous avons également appris que les politiques économiques pouvaient être différentes de celles que nous avons envisagées. Nous sommes encore sous le choc de ce qu'il était possible de faire avec les budgets, les politiques monétaires : rendre facile le financement des États, avoir des déficits publics à 16 % du PIB aux États-Unis avec des taux d'intérêt presque nuls. Cependant, je ne suis pas sûr que nous ayons, collectivement, complètement compris qu'il y aura un coût à ces interventions. Je suis assez inquiet de notre insuffisance d'analyse du côté négatif de ces interventions qui n'a pas la même durée dans le temps que les choses positives.

Nous avons compris que nos économies étaient extraordinairement hétérogènes entre les plus ou moins protégés sur le marché du travail, entre les secteurs qui allaient bien et ceux qui allaient mal, entre les pays riches qui se vaccinent et les pays pauvres qui ne se vaccinent pas. Ceci pose de nombreuses questions sur les systèmes sociaux dans nos pays, sur les relations internationales.

Cette crise accélère aussi la numérisation de l'économie. Il ne faut pas prendre cela que positivement. Cela va changer le mode de travail. Tout le monde fait état des travaux de Nicholas Bloom sur le télétravail, avec un changement extrêmement radical de l'urbanisme, de l'endroit et de la façon dont on travaille. Cela va changer la localisation des activités. Cela change la nature des emplois, et pas forcément dans la bonne direction.

Enfin, nous avons compris l'importance des innovations de rupture, et nous devons réfléchir à leurs conditions d'obtention, c'est-à-dire au mélange entre le rôle du secteur public et celui du secteur privé, à la façon dont cela se finance, et si les États ont la capacité à prendre le risque qui permet de les avoir.

## **Synthèse**

Cette période nous a appris une leçon d'humanité mais aussi d'humilité, car tout le monde s'est retrouvé dans une situation d'impuissance totale, confie Christine Lagarde. Cependant, cette pandémie a redonné à certains l'envie de se battre, de faire front et de faire face à cette terrible crise à la fois sanitaire et économique. Il y a eu des élans de soutien, de solidarité, d'amitié, de présence dont tout le monde a su tout à coup quelle valeur cela avait.

Une vulnérabilité a été découverte : il a été constaté que la santé et l'économie vont de pair, ajoute Nadia Calviño. Il faut avoir une grande humilité dans le sens où ce qui est considéré comme la normalité est ce qu'il y a entre deux crises, qu'elles soient sanitaires, économiques ou sociales. Il faut donc s'habituer à l'idée que le changement est ce qu'il y a de plus stable, de plus permanent. Cependant, l'Europe vient de sortir d'une période vraiment noire, et il faut aussi un peu se réjouir de ce qui a été bien fait. Elle a bien réagi, cette fois-ci. Elle a survécu à un *stress test* qui n'aurait pas pu être imaginé par les banquiers centraux les plus sadiques, les plus négatifs. Cela prouve que les institutions sont assez fortes. Elle a pu protéger ce qui est le plus important pour pouvoir avoir une base forte pour la relance qui se profile déjà.

L'Europe a été très solidaire sur le plan monétaire, financier et économique, se félicite Christine Lagarde. La Banque centrale européenne a, dans des



délais incroyablement rapides, mis en place des programmes colossaux, à la fois en termes de financement de l'économie mais aussi de soutien sur le plan monétaire et en termes d'évitement d'un risque de fragmentation qui se profilait dès le mois de mars 2020. Cette solidarité monétaire s'est exprimée de manière très forte, et si le consensus n'a pas toujours été très facile à obtenir, il a néanmoins été possible, y compris avec des Banques centrales qui n'étaient pas traditionnellement connues pour valoriser les efforts de solidarité monétaire. La solidarité financière paraît évidente car le plan « Next Generation EU » à 750 milliards d'euros a été approuvé par toute l'Europe en juillet 2020. On commence à en voir les fruits dans des délais extrêmement rapides. Même s'il y a eu quelques petites embrouilles et quelques bricolages au début, la solidarité sanitaire s'est également exprimée, et la tentation nationaliste a été mise à bas. Si l'Europe est parfois capable du pire, elle a été, au cours de cette période, capable du meilleur. Elle s'est mise en branle rapidement.

L'Europe a été agile, admet Patrick Artus. En tout cas, elle avance plus vite quand cela va mal. Peu de monde aurait parié sur les 750 milliards de « Next Generation EU ». Tout ce qui était normalement interdit a été fait. Cela reste tout de même impressionnant.

L'agilité ne doit pas être uniquement pensée à l'échelle macroéconomique de la politique monétaire, tempère Jules Baudet. Sur cet aspect-là, l'Europe a eu une efficacité assez impressionnante. Cependant, dès le début de la pandémie, l'objectif était de minimiser le nombre de morts, avec des mesures sanitaires pour sauvegarder l'économie coûte que coûte, mais, à une échelle plus micro, qu'elle soit individuelle ou locale, il y a une série d'indicateurs intangibles, subjectifs, plus difficiles à quantifier qui ont été très profondément affectés par cette crise et qui sont peut-être ceux qui garderont les cicatrices les plus profondes. L'organisation institutionnelle ainsi que la gouvernance économique et politique de l'État ne les ont pas repérés assez vite pour travailler dessus. Cette crise de la Covid-19 a fait émerger toute une liste d'inégalités qui étaient très peu présentes dans le débat public (logement, accès à de la nourriture saine, lien social). Celles-ci ont été très peu prises en compte dans les politiques. Une des raisons en est cette espèce d'obsession du PIB.

Les choix qui ont été faits en Europe étaient très clairement du côté de la vie, rétorque Christine Lagarde. Dans les premières mesures qui ont été décidées lors de la première vague, le cap n'était pas mis sur l'économie ni sur le maintien des emplois, mais sur la protection des hommes et des femmes, des jeunes et des vieux contre la pandémie. C'est un élément de rupture. Tout n'a peut-être pas été très bien fait, mais l'Europe a quand même essayé de mettre la priorité sur la vie, sur la protection de tous. Il faut sûrement revoir des logiciels, la

manière dont la valeur économique est déterminée et ne pas se borner, comme cela est fait depuis malheureusement trop longtemps, au PIB. Il faut aller au-delà, mais le cap sur la vie a tout de même été pris par l'Europe – et par la France en particulier.

La gouvernance s'est révélée assez peu efficace sur certains points, objecte Jules Baudet. Sa concentration sur des objectifs économiques plus traditionnels a fait que la jeunesse et beaucoup de populations ont été un peu oubliées ou sont apparues très tardivement dans les priorités politiques. L'isolement, la cohabitation familiale, la diminution du contexte social ont été de vraies problématiques pendant cette crise. Elles ont donné lieu à une forte augmentation des états dépressifs, en particulier chez les jeunes. Ils ont été privés d'un aspect important à cet âge, qui est la sociabilité. De plus, la politique sur le chômage partiel a cherché à préserver les emplois existants au détriment, quelque part, des nouveaux arrivants sur le marché du travail, tandis que l'arrêt brutal de l'économie a créé une vraie diminution des offres d'emploi dans les jobs courts comme les CDD. Résultat : une forte augmentation de la précarité chez les jeunes. Cette crise appelle vraiment à questionner les objectifs fondamentaux. L'emploi, les revenus et même la santé physique ne sont pas les seules composantes du bien-être social. Le PIB ne suffit plus. Si on veut vraiment pouvoir s'attaquer aux grands défis que sont la crise gouvernementale et l'augmentation des inégalités, il faudra réviser la comptabilité économique et penser un mode de gouvernance plus démocratique.

Il faut impérativement que les politiques macroéconomiques, budgétaires, fassent un effort tout à fait particulier pour que les jeunes puissent remonter la marche en dessous de laquelle ils sont restés à cause de la pandémie, admet Christine Lagarde. Il y a une démarche volontariste, collective, à entreprendre avec les jeunes. Aujourd'hui, il y a une détermination qui a été encouragée par toutes les autorités européennes de continuer à soutenir les économies, à exercer le levier budgétaire. Il faut cibler les endroits de la société où cela a fait le plus mal pour éviter des inégalités intergénérationnelles auxquelles il faut absolument être attentif pour qu'il n'y ait pas une génération Covid-19 qui soit perdue en cours de route.

Il faut s'attacher maintenant à ce qui a été abîmé par cette crise et qui n'était pas une priorité dans l'instant, confirme Patrick Artus. Il y a des cicatrices, des choses qui sont abîmées, peut-être de façon assez insidieuse : la confiance, la capacité des jeunes à accéder à l'emploi. Les inégalités patrimoniales vont également être un sujet majeur. La dette publique est un transfert intergénérationnel. Toutes les ficelles arrivent à l'intergénérationnel, et cela doit donc être un pôle majeur de réflexion.

Il faudra une justice intergénérationnelle, approuve Nadia Calviño. L'Europe a investi des quantités de ressources publiques énormes pour répondre à cette crise. Cela veut dire qu'il faudra absolument éviter de se retrouver avec un trou d'investissement et utiliser correctement cet argent pour s'assurer qu'il y aura un avenir meilleur pour les prochaines générations. Il y a des risques sociaux très importants si l'Europe n'arrive pas à faire un bon programme d'investissements et des réformes. Elle a bien réagi, pas seulement à court terme, mais aussi à moyen et long terme, avec ce programme de relance très ambitieux. Il s'agit d'une grande responsabilité, et il faut vraiment prendre la bonne position maintenant pour concevoir cet avenir meilleur.

L'Europe a des outils qui ont été incroyablement efficaces, assure Christine Lagarde : *l'escape clause* a permis aux États de s'en sortir, l'euro a pu être soutenu sans limite. Les outils étaient présents, mais il faut se demander maintenant s'ils ne doivent pas être un peu nettoyés, remis à jour, ou s'il n'en faut pas d'autres. Par exemple, des outils appliqués à la mondialisation comme la taxation paraissent impératifs. Un accord vient d'être trouvé à l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) avec 130 États membres : au-delà d'un certain seuil, l'imposition sera attribuée à tel ou tel État bénéficiaire d'activités afin de contrer les schémas d'optimisation fiscale qui ont été mis en œuvre. Par ailleurs, il faut impérativement nettoyer le droit de la concurrence pour le rendre plus efficace dans un monde où une position dominante par une grande Tech va devenir un levier très puissant pour utiliser de l'information et ensuite exercer un rôle quasi-souverain qui n'appartient pas à une entreprise de ce type-là. Ce sont les défis qui attendent les Européens pour être en mesure de répondre lorsque la prochaine crise viendra.

Les ministres des Finances de différents gouvernements européens se sont rendu compte que tout le monde était dans le même bateau et qu'il fallait réagir très vite avec des instruments nouveaux et très créatifs, observe Nadia Calviño. L'Europe est face à des défis globaux. Il faut absolument avoir des accords comme ceux que le G20 est en train de développer sur la taxation. Cependant, il faudra aussi avancer dans le domaine de la santé, dans celui de la politique monétaire et fiscale. Il y a également des défis concernant la numérisation. À chaque fois qu'il y a eu un changement historique, d'époque, d'ère, cela a détruit des éléments, mais aussi construit de nouvelles opportunités. Dans un moment d'incertitudes, il faut absolument éviter de tomber dans la perspective que tout est négatif. C'est le climat dans lequel les extrémismes, les populistes, progressent. Ils s'alimentent de la peur. Il faut donc avoir confiance et penser que si les bonnes décisions sont prises maintenant, on pourra convertir le processus de numérisation en succès. Dans ces circonstances, il est fondamental

de protéger les valeurs, les principes et les droits qui font de l'Europe un phare pour le reste du monde.

Aujourd'hui, il est de bon ton de parler de la démondialisation, du retour à des chaînes de valeur plus courtes. La création de l'ARN messager et du vaccin a été une providence absolue. C'est un exemple extraordinaire car les chercheurs ont été capables de tirer parti d'une mondialisation intelligente à laquelle il faut continuer à travailler, car tout le monde est dans le même bateau face à des contraintes du type Covid-19, changement climatique. Il faut donc impérativement revoir les outils.

En plus de la pandémie, les États-Unis ont dû faire face à des phénomènes climatiques extrêmes l'an dernier (30 ouragans et des orages extrêmement destructeurs), rapporte Melanie Nakagawa. Le président Biden s'est engagé à tirer les leçons de la crise de 2020. Cela a été une année difficile, mais l'administration américaine est optimiste car elle relève les défis et a des opportunités qui se présentent à elle. Elle a dû agir vite, ce qui l'a amenée à un engagement : s'assurer que ses politiques de reprise économique sont liées au programme écologique et vert. Il s'agit de créer des emplois et d'essayer de prévoir un avenir qui tienne compte du changement climatique. En outre, des politiques permettant de trouver des solutions au changement climatique se sont développées. L'an dernier, des flux financiers et différents investissements publics se sont tournés vers le financement climatologique. Le président Biden s'est engagé à quadrupler l'investissement dans la technologie verte. De plus, les infrastructures vont faire l'objet d'investissements considérables, les plus gros depuis un siècle. Ceux-ci viennent s'ajouter aux mesures pour le climat et montrent comment les États-Unis comptent atteindre leurs objectifs ambitieux dans ce sens. Non seulement les politiques et les finances vont dans le bon sens, mais il y a aussi, là où les fonds affluent, des technologies qui vont se développer. Il y a des investissements massifs dans des énergies propres et durables. Par ailleurs, l'administration américaine essaie également d'améliorer l'efficacité avec de plus en plus de télétravail qui engendre moins de pollution et de temps de transit. Les gens ne veulent pas perdre de temps dans les transports et veulent être plus efficaces. Ce sont les leçons clés apprises de 2020. Ce sont des facteurs qui poussent vers une reprise durable avec un cadre qui vient d'être discuté récemment par le président Biden. Il y a bien sûr une nature bipartite à tous ces programmes. Cela devrait permettre de supprimer certains clivages entre les deux parties de la population (pro-Biden/pro-Trump). Melanie Nakagawa se réjouit de voir comment ce pays va s'en sortir comme une seule nation. Par exemple, les phénomènes extrêmes de l'an dernier ont amené le président Biden à organiser la semaine dernière une réunion avec les deux partis des États de l'Ouest pour travailler sur la prévention plutôt que sur la

réaction, car il vaut mieux investir dans la prévention du problème.

Les Européens ont aussi appris qu'il est moins cher de prévenir que de guérir, assure Nadia Calviño. Ils ont bien réagi, et la sortie de cette crise est très différente de ce qui se serait passé s'ils n'avaient pas réagi de cette façon-là. La réponse a été très différente de celle apportée lors de la crise financière.

L'Europe a essayé de réagir de manière rapide, forte. Les montants qui ont été engagés étaient colossaux, mais elle faisait le pompier, analyse Christine Lagarde. Patrick Artus estime qu'il faut maintenant passer à une phase de prévention pour « en avoir sous le pied » le jour où la crise reviendra, sur le plan sanitaire ou économique, afin de pouvoir réagir. Cependant, en plus du préventif, sur lequel il faut aller à un rythme raisonnable – c'est-à-dire en ayant laissé la reprise s'ancrer –, il faut aussi faire du transformationnel – c'est-à-dire que les sociétés évoluent face aux risques et aux enjeux auxquels elles sont confrontées. Le plan de relance européen, avec sa double focale protection de l'environnement et de la biodiversité et numérisation, est de nature à transformer les sociétés et à mieux les équiper le jour où la prochaine crise viendra taper à la porte. Évidemment, il faudra pour cela reconstituer, un jour, des marges de manœuvre.

Il manque cruellement d'un filet économique pour protéger les jeunes de chocs futurs : pas de RSA jeune, pas de revenu de base universel, constate Jules Baudet. Un autre facteur a été particulièrement affecté par la crise et devrait aussi inquiéter : la confiance. Aujourd'hui, 64 % des Français ne font pas confiance au gouvernement. Cette forte incertitude a notamment été causée par une gouvernance qui a été très centralisée, assez peu démocratique. Il y avait des solutions qui paraissaient prometteuses pour établir un peu de démocratie, comme les conventions citoyennes, mais celle pour le climat s'est soldée par une déception. Ces conventions pouvaient être un vrai moyen de redonner du pouvoir aux populations et de renouer avec la confiance si elles avaient été réellement intégrées au processus institutionnel.

Une fois que l'Europe aura réussi à passer l'étape de la pandémie et de la reprise, il faudra bien ancrer les mesures qui ont été prises, affiner les outils, reconstituer des marges de manœuvre, analyse Christine Lagarde. Il faudra se remettre en position de recréer de la valeur ensemble, de renouveler la confiance, de faire « société ». Ensuite, les pays pourront faire face à la prochaine crise – car il y en aura évidemment une autre. Les cycles ont tendance à s'accélérer. Ce ne sera donc pas dans 30 ans.

# ET DEMAIN, QUEL CAPITALISME ?

---

**CONTRIBUTIONS** **Philippe Aghion**, Le Cercle des économistes  
**Patrick Artus**, Le Cercle des économistes  
**Laurence Boone**, Le Cercle des économistes / OCDE  
**Jean-Hervé Lorenzi**, Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

---

## Synthèse

Le capitalisme mondial est condamné, augure Patrick Artus, car celui-ci est critiquable de beaucoup de points de vue très différents : de gauche – les inégalités, le partage des revenus défavorable aux salariés, la réduction de la protection sociale dans certains pays –, d'économistes – il y a continûment, depuis 30 ans, de moins en moins de gains de productivité et de moins en moins de croissance et donc, pas de contrepartie à la contraction de l'État mise en place au début des années 80 –, et libéral. Il s'agit d'un capitalisme qui marche avec des rentes (monétaires, immobilières et liées aux positions dominantes des entreprises). S'il est possible de critiquer un système de beaucoup d'approches différentes, c'est qu'il est fragile et probablement condamné.

C'est toujours la destruction créatrice qui a mondialement été la source de croissance, rappelle Philippe Aghion. La destruction créatrice est le processus défini par Schumpeter, par lequel de nouvelles innovations viennent constamment rendre les activités existantes obsolètes. Celle-ci implique une contradiction car, d'un côté, les gens qui innovent espèrent retirer des rentes d'innovation, et, en même temps, ils sont tentés de les utiliser pour empêcher de nouveaux innovateurs. Schumpeter lui-même était très pessimiste sur l'avenir du capitalisme parce qu'il pensait que les premiers innovateurs deviendraient des conglomérats qui s'opposeraient à de nouvelles innovations. En fait, beaucoup de son pessimisme s'est réalisé.

Il est très étrange, confirme Patrick Artus, que, malgré la déréglementation, la baisse des salaires, une politique de l'offre très forte, il y ait, en même temps, ce recul très violent et continu du progrès technique, et donc de la capacité de croissance. Il y a quatre explications possibles à cela : les positions dominantes et la stérilisation de l'innovation par des monopoles qui se protègent d'entrants

potentiels sur leur marché ; le niveau exigé de rentabilité des fonds propres (15 % de rendement pour l'actionnaire) ; la concentration des patrimoines qui implique que de moins en moins de gens ont accès au capital pour investir, pour financer des projets, pour créer leur entreprise ; et la création de mauvais emplois. Depuis 20 ans, il n'y a plus ce qu'il y avait dans la révolution industrielle du passé, qui était la montée en gamme des emplois associés à l'innovation.

La Covid-19 a été un formidable révélateur des faiblesses du capitalisme à travers le monde, constate Philippe Aghion. Cependant, celles-ci ne sont pas les mêmes d'un pays à un autre. Aux États-Unis, la Covid-19 a mis en évidence la faiblesse du modèle social. Beaucoup de gens ont perdu leur emploi, ce qui a entraîné la perte de leur couverture santé au moment où ils en avaient besoin, et ils sont tombés dans la pauvreté. Rien de tel ne s'est passé au même niveau dans les pays européens. Les Européens, en général, et les Scandinaves en particulier, ont trouvé un moyen de rendre le capitalisme plus inclusif et plus protecteur. En revanche, les États-Unis dominent l'Europe sur le plan de l'innovation parce qu'ils ont un écosystème dédié.

La gouvernance mondiale n'avait pas regardé les failles du capitalisme mondial, déplore Laurence Boone. Elle n'était pas préparée pour cette pandémie, et la gestion de la santé a été un peu désordonnée. Elle n'est d'ailleurs toujours pas très organisée car près de 80 % de la population mondiale reste non vaccinée. De plus, il y a une spécialisation internationale très marquée. Par exemple, deux pays concentrent à eux seuls 80 % de la production de semi-conducteurs. Si les chaînes de production mondiales ont plutôt bien fonctionné durant la phase aiguë de la crise, il y a eu des tensions pendant la reprise. Enfin, il existe des inégalités criantes entre les pays, les secteurs, les personnes non seulement parce que les activités les plus touchées sont le tourisme et la culture, mais aussi parce que ce sont les secteurs dans lesquels on retrouve les emplois les moins qualifiés, les personnes qui ont le plus de difficultés à intégrer le marché du travail. Une forte dépendance des économies des pays a donc été constatée dans le domaine de la santé, de l'énergie, de la finance et surtout du numérique. Ce sont autant de sujets auxquels la gouvernance mondiale ne s'était pas tellement intéressée auparavant.

Ce monde a abordé plusieurs transitions de manière simultanée, analyse Jean-Hervé Lorenzi : écologique, sociale, numérique et sur le plan du vieillissement démographique. Cependant, il n'a ni les instruments ni la conceptualisation qui lui permettraient de les régler. C'est donc un sujet qui, par nature, conduit à penser que les réponses emmèneront dans un autre monde qui sera, au fond, la deuxième version du capitalisme.

Il y a maintenant deux options, constate Laurence Boone : celle qui consiste

à faire la même chose en pire, ou celle qui consiste à distinguer ce qui doit relever de la gouvernance internationale de ce qui doit rester national. La déréglementation est nationale, tandis que la mondialisation concerne les sujets internationaux tels que la santé, le climat, le numérique. Concernant la santé, la pandémie a apporté une preuve de mondialisation qui fonctionne : la mondialisation européenne ou régionale. Après des débuts hésitants, tous les pays de l'Union européenne ont eu des doses de vaccin à peu près équivalentes et ont pu se vacciner autant les uns que les autres. Concernant le climat, il est possible de se dire que tous les pays sont responsables et doivent travailler de la même façon. Face aux risques associés à cette transition, le national doit aider l'international. Par exemple, lorsque des mines de charbon ou des centrales nucléaires ferment, les responsables nationaux doivent absolument favoriser le développement d'autres industries, d'autres emplois.

Ce modèle de capitalisme va s'éteindre, assure Patrick Artus qui plaide pour un retour à l'ordolibéralisme, à savoir une économie de marché où l'État intervient de manière intelligente par des incitations, des politiques fiscales, des politiques de soutien. Il faut également réfléchir à la rentabilité exigée du capital, qui est trop élevée. En baissant le rendement des fonds propres, on fabriquerait de la croissance et de la redistribution dans le bon sens. Cela pose la question d'une nouvelle classe d'investisseurs de long terme qui ne soient pas en concurrence pour les rendements.

Il faut s'appuyer sur un équilibre entre trois éléments : la demande, l'offre et l'innovation, affirme Jean-Hervé Lorenzi. S'il se développe, le nouveau capitalisme sera fondé sur six nouvelles répartitions : celle entre les salaires et les profits, celle entre les générations et celle entre les innovations de rationalisation (qui suppriment ou dégradent les emplois) et de développement (portées vers la création d'emplois de meilleure qualité).

Le capitalisme peut être à la fois innovant, mais aussi protecteur et inclusif, assure Philippe Aghion. Si la politique de concurrence des États-Unis est repoussée, si l'éducation devient de bonne qualité, accessible à tous, il y aura beaucoup plus d'innovateurs, donc la destruction créatrice et l'innovation seront dopées et la croissance sera plus inclusive. Schumpeter était pessimiste, mais il avait tort car il y a les entreprises, l'État et la société civile. Ce triangle est magique. Il permet de rendre la croissance plus inclusive et plus verte et que la destruction créatrice continue.



# ADRESSE OFFICIELLE DU PRÉSIDENT MACKY SALL

---

**CONTRIBUTION** S.E.M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal

**EN PRESENCE DE** Christian de Boissieu, Le Cercle des économistes  
Cheikh Kanté, Envoyé spécial du Président de la République du Sénégal

---

## Propos de S.E.M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal

C'est un plaisir pour moi de retrouver Le Cercle des économistes après la session de 2015. Je suis très heureux de participer à cette édition.

La pandémie de la Covid-19 a été un supplice pour l'humanité. Elle a montré d'abord que nous avons tous les mêmes vulnérabilités, pays développés comme pays non développés. Nous n'étions pas du tout préparés à faire face à une ampleur telle que celle que nous avons connue, tant sur le plan médical et sanitaire que sur le plan des impacts économiques. Nous n'en avons pas encore terminé, en matière aussi bien sanitaire qu'économique, et les conséquences les plus dramatiques vont encore se faire ressentir.

Au Sénégal, très tôt, lorsque les premiers cas se sont avérés, le 3 mars 2020, nous avons anticipé des mesures de restriction, de fermeture des frontières aériennes, terrestres et maritimes. Nous avons également mis en œuvre un état d'urgence qui a duré plusieurs mois, pour limiter la circulation du virus. En même temps, nous avons développé une riposte sanitaire qui consistait, dès lors que nous n'avions pas beaucoup de connaissances sur la maladie, à isoler les malades et à faire en sorte de résoudre le déficit en équipements de protection et d'assurer la mise aux normes des hôpitaux au fur et à mesure. Avant la fin de l'année, nous avons pu construire un des centres de traitement des maladies infectieuses le plus moderne, d'une capacité de plus de 200 lits avec les normes de dernière génération. Nous avons essayé de contenir la propagation, ce qui fait que, globalement au Sénégal, la contamination et le nombre de décès n'ont pas été trop grands. Il n'en reste pas moins vrai que cette dernière poussée épidémique, qui correspond à la troisième vague, risque d'être quelque peu difficile pour l'Afrique, compte tenu de ce variant Delta et du relâchement, puisque cela fait deux ans que les populations sont

sous restriction et sont fatiguées, ce qui représente un risque majeur alors que l'Afrique ne s'est pas vaccinée.

Concernant la problématique de la vaccination, malgré les efforts dans le cadre de l'initiative COVAX, les grands pays ont pratiqué un nationalisme vaccinal. J'ai même été très surpris hier d'apprendre que l'on est en train de vacciner des animaux contre la Covid-19 dans des zoos aux États-Unis, pendant que le taux de vaccination de l'humanité pour l'essentiel des pays en développement est inférieur à 1 %.

Voilà les enjeux. Nous nous battons pour la résilience. Nous nous battons pour la reprise économique, puisque les conséquences économiques vont être dramatiques pour nos pays. Il faut de la solidarité internationale, une solidarité plus active. Il y a eu des efforts avec l'initiative COVAX, mais c'est encore très peu. Il faut surtout des efforts sur le plan économique. Nous pourrions en parler notamment avec le G20 et le G7, concernant les nouvelles mesures de droits de tirage spéciaux.

Je salue tous les efforts qui ont été faits. Il ne faut pas dire que rien n'a été fait, mais c'est encore très insuffisant. Le plus important est un changement de paradigme de la part des pays développés partenaires dans la manière de traiter avec l'Afrique. Il ne s'agit plus de parler de l'Afrique, mais de parler avec l'Afrique et avec les Africains pour convenir ensemble des solutions les plus appropriées.

Sur le plan de la solidarité, face à une maladie planétaire, il faut une riposte globale. Nous savons que les pays du Nord ont pu mettre en place des dispositifs permettant de faire face. Nous avons vu les plans de résilience de l'Union européenne, le plan américain, les milliers de milliards de dollars ou d'euros qui ont été mobilisés, ce qui n'est pas le cas des pays en développement qui n'ont pas les mêmes outils.

L'Afrique doit pouvoir assurer une relance économique. Or, concernant les droits de tirage spéciaux, qui vont connaître une nouvelle émission autour de 650 milliards de dollars, il ne s'agit que de 33 milliards pour l'Afrique et 23 milliards pour l'Afrique subsaharienne. Avec ce montant, nous ne pouvons même pas assurer l'acquisition de vaccins pour notre continent. Nous avons plaidé pour faire passer ce montant à 100 milliards de dollars. Pour cela, il faut que les grands pays qui n'ont pas besoin de cet instrument en laissent l'usage à nos pays, afin de régler la question de la vaccination, mais aussi d'assurer notre accès sur le marché des capitaux à des conditions soutenables et de faire en sorte que la relance puisse se faire du côté des pays africains et des pays en développement.

Concrètement, nous avons des attentes. Le G7 a récemment fait un geste important en matière de solidarité fiscale sur le plan international. Je salue les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) qui viennent de signer cela. Les pays du tiers-monde sont ceux qui subissent le plus les refus de paiement des multinationales. Nous applaudissons, mais nous attendons la mise en œuvre, que nous souhaitons accompagner. Mais il faut aussi que l'OCDE change ses règles d'accès au crédit. Aujourd'hui, il faut beaucoup de ressources pour l'Afrique. Il faut que ces ressources aient des maturités longues et des taux d'intérêt bas. Nous aurons ainsi plus de capacités et un service de la dette moindre, ce qui nous donnera plus de force pour la relance et l'emploi en Afrique, surtout que nous voyons que la migration est un sujet difficile, qui énerve tout le monde. Pour lutter efficacement contre cette migration, en tout cas du côté africain, s'il existe une relance économique réelle et une phase de reconstruction du continent, la population va sans aucun doute rester sur place.

Objectivement, sur les droits de tirage spéciaux, nos partenaires du Nord doivent donc accompagner ce mouvement. Je salue la position du Président Macron, qui a été l'un des avocats de cette cause, la position américaine, ainsi que les Allemands, les Japonais et même les Chinois. Tout le monde est pour, il faut maintenant passer à l'action. L'attente pour la fin de cette année porte ainsi sur l'accès aux droits de tirage spéciaux à hauteur de 100 milliards de dollars pour l'Afrique, et nous discuterons alors des modalités d'utilisation pour le continent.

Concernant la jeunesse sénégalaise, et globalement la jeunesse africaine puisque nous avons la même projection, notre population est composée à 77 % de jeunes de moins de 35 ans. C'est donc une population extrêmement jeune.

Pour apporter des solutions, il y a le long, le moyen et le court terme. Sur le long terme, il s'agit du Plan Sénégal Émergent, d'ici 2035, qui vise l'émergence de notre pays avec un taux de croissance à deux chiffres. Il a pour vocation d'assurer les fonctions vitales de notre pays, sa souveraineté alimentaire, la transformation structurelle de son économie, la souveraineté énergétique – ce qui est déjà le cas –, et des perspectives de développement solidaire avec une prise en charge des ressources humaines. C'est le sens de ce plan.

En attendant d'arriver à ces objectifs, à court terme, des programmes d'échange ont été développés et des outils nouveaux sont apparus, comme la Délégation à l'entrepreneuriat rapide pour les femmes et les jeunes. Il s'agit d'une banque pour le financement de cet entrepreneuriat, qui a été dotée de ressources importantes. Je viens de débloquer 150 milliards de francs CFA (300 millions d'euros) pour accompagner l'entrepreneuriat des jeunes chaque année d'ici

2024, après leur avoir donné une nouvelle orientation en matière de formation professionnelle. Le maître-mot est l'employabilité. Or, nous avons noté que le système d'éducation existant n'était pas adapté concernant l'employabilité des jeunes. Nous sommes en train d'amorcer un petit virage vers la formation professionnelle et supérieure, mais à courte durée, ce qui permettra d'avoir des jeunes à la sortie des écoles et des instituts supérieurs d'enseignement professionnel avec un métier et une qualification. Quand la croissance va atteindre 6,5 ou 7 %, l'économie et le bâtiment vont tourner et les métiers vont recruter.

Nous avons bien entendu d'autres outils, tel que l'Agence nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes (ANPEJ). Nous avons surtout un Fonds pour la formation professionnelle et technique (3FPT). Tous ces outils ont été réunis en un guichet unique pour l'emploi et l'entrepreneuriat, qui vient de démarrer. Je viens également de lancer le recrutement de 65 000 jeunes, soit la moitié de la fonction publique.

Pour que cet important programme soit durable, il faut que nous puissions continuer à mobiliser les ressources nationales et qu'il y ait, dans le financement de l'économie, des conditions plus attractives qui faciliteront le remboursement au niveau du budget. À ce propos, nous parlons souvent de l'allongement des maturités et de la baisse des taux d'intérêt. Pour cela, il faut également que les assurances qui sont payées en Afrique soient diminuées, parce qu'il y a une perception du risque qui ne correspond pas à la réalité. Ce sont des injustices que subit l'Afrique. Tout notre combat consiste à faire en sorte que nos partenaires considèrent l'Afrique comme une partie du jeu, et ne nous donnent pas de notations qui ne correspondent à rien et qui nous handicapent dans les efforts surhumains réalisés pour ne pas décrocher.

Nous continuons donc cette résilience à travers l'emploi des jeunes dans l'agriculture, mais aussi dans de nouveaux secteurs de l'économie numérique, dans les TIC et dans tous les métiers et services. Nous essayons évidemment de tenir dans cette phase de mobilisation des ressources, auxquelles nous avons besoin d'accéder.

Concernant l'Union africaine, la présidence est assurée par la République démocratique du Congo (RDC) en 2021, après l'Afrique du Sud en 2020 et le Rwanda en 2019. Il s'agit d'une rotation par région. Après l'Afrique centrale, ce sera l'Afrique de l'Ouest en 2022, avec le Sénégal, qui aura l'honneur de présider cette Union africaine. Mon mandat va s'inscrire dans la continuité et le changement. La continuité consiste à porter la voix du continent, de l'Afrique, sur les questions qui nous interpellent et que je viens d'aborder. Il s'agit principalement du combat sur la juste rémunération de nos ressources,

en particulier naturelles, pétrolières, ce qui va poser la lancinante question des contrats pétroliers et miniers, qui ont souvent été conclus dans le cadre de législations d'une autre époque, et qui ont été imposés aux pays. Il va falloir revenir sur tout cela, comme le G7 a eu le courage de revenir sur l'amnistie fiscale et de faire en sorte qu'il y ait une solidarité internationale. Tant qu'il y aura trop de pauvreté d'un côté et trop de richesse de l'autre, personne ne pourra arrêter le mouvement de la migration, y compris l'immigration clandestine, et l'injustice dans ce monde. Il faut donc essayer d'atténuer ces différences et de travailler pour une juste rémunération. Si cette rémunération est faite, si l'impôt est payé où la richesse est produite, l'Afrique n'a pas besoin d'aides publiques.

Il faut aussi que nous continuions à travailler pour mobiliser davantage les ressources internes et assurer plus de transparence dans la gestion budgétaire et économique. Il nous faut travailler pour le changement de la gouvernance mondiale, et cela sera un point important pour le mandat, en matière de réforme du système des Nations Unies. L'Afrique, qui compte 54 pays, n'est pas présente au Conseil de sécurité, ce qui est une injustice flagrante. Quand je parle de la présence de l'Afrique au Conseil de sécurité, c'est en tant que membre permanent – puisque nous avons trois postes tournants en tant que membre non-permanent – conformément au consensus d'Ezulwini, qui engage l'Union africaine. Il faut aussi changer les règles de la gouvernance financière. Il s'agit du débat sur les droits de tirage spéciaux, sur l'accès aux ressources et aux marchés des capitaux, sur la perception exagérée des risques. Il s'agit de faire en sorte que l'Afrique fasse partie du jeu et traite à part égale avec ses partenaires, et que l'on arrête de considérer l'Afrique comme un bébé. Il faut que nous continuions à travailler avec tous les partenaires, dans le cadre d'un respect mutuel. C'est ce que je compte faire à l'occasion de ce mandat qui va commencer au début de l'année prochaine.

En conclusion, je voudrais saluer Jean-Hervé Lorenzi ainsi que tous les membres du Cercle des économistes, ainsi que Madame la Ministre, Elisabeth Moreno. Je salue le travail du Cercle des économistes, et je suis très heureux de pouvoir continuer cette réflexion avec vous, à la suite de la conférence qui s'est tenue à Dakar, et de continuer à bâtir le discours qui doit établir un pont entre l'Afrique et ses partenaires, dont le premier est l'Europe, avec qui tout nous lie – la géographie, l'histoire –, mais également les autres continents – l'Asie, l'Amérique et l'Océanie. Je suis convaincu qu'avec une nouvelle mentalité, nous pourrons bâtir un monde meilleur, où tout le monde gagnera. C'est le défi que je veux lancer à tous mes partenaires du Nord. Je suis convaincu que l'Afrique devra jouer sa pleine partition dans l'économie mondiale, puisqu'elle a les ressources minérales, les ressources naturelles et les terres arables. Il

y a maintenant une question d'accès aux ressources. Lorsque les règles ont été définies, l'Afrique n'était pas autour de la table. Nous avons assez frappé à la porte, et il est maintenant temps qu'on nous entende et qu'on écoute nos messages. Il faut prendre en considération nos réalités et nos besoins. Tout le monde y gagnera. Il n'y a pas de raison que les gens aient peur du développement de l'Afrique. Au contraire, cela sera bénéfique pour le monde entier. Ce sera de la croissance externe pour l'Europe, pour l'Amérique, pour l'Asie, mais ce sera du développement et de l'emploi pour l'Afrique.

Voilà les mots sur lesquels je souhaitais terminer, en remerciant le Docteur Cheikh Kanté, qui a assuré un bon suivi. Je remercie encore une fois le Professeur Christian de Boissieu, le Professeur Jean-Hervé Lorenzi et tous les amis d'Aix-en-Provence.

# SOMMES-NOUS CAPABLES D'ANTICIPER DE NOUVELLES CRISES ?

---

**COORDINATION** André Cartapanis, Le Cercle des économistes

**CONTRIBUTIONS** Caroline Atkinson, Rock Creek  
Gianmarco Monsellato, Deloitte  
Éric Piolle, Maire de Grenoble  
Adam Posen, Peterson Institute for International Economics  
Adam Tooze, Université Columbia

**MODÉRATION** Stéphanie Antoine, France 24

---

## Propos introductifs d'André Cartapanis, membre du Cercle des économistes

Anticiper de nouvelles crises économiques, doit être entendu dans un double-sens :

- Peut-on prévoir l'occurrence ou le risque de nouvelles crises ?
- Peut-on prévenir, et même empêcher leur déclenchement ?

Le concept de crise économique est très extensif, et il convient d'adopter une vision très large des turbulences possibles dans l'après-Covid. Car les crises économiques sont multiples, par leur ampleur, leur nature et leurs effets plus ou moins durables sur la croissance. Et l'on peut schématiquement distinguer :

- Les Petites crises, sous la forme de crises monétaires ou boursières, de crises sectorielles ou de fluctuations liées à la cyclicité de l'activité et jouant sur l'*output gap*, c'est-à-dire sur l'écart entre la croissance et la croissance potentielle ;
- Mais aussi les Grandes crises qui mettent en cause le régime de croissance et qui affectent durablement l'offre potentielle, plus encore si elles s'avèrent contagieuses à l'échelle internationale, se transformant en crises systémiques.

D'où viennent ces crises, et, donc, quels en sont les déterminants ?

En fait la théorie économique comme l'histoire économique nous apprennent

que les crises combinent toujours deux ordres de facteurs. D'abord, des fragilités ou des risques latents qui hypothèquent la pérennité ou la soutenabilité des équilibres de marchés, des situations macroéconomiques ou sectorielles, et qui suscitent des tensions, un temps maîtrisées, mais sujettes à l'épuisement des capacités de résilience et aux imperfections de l'auto-régulation des marchés. Ensuite, l'apparition de chocs, endogènes ou exogènes, c'est-à-dire des événements ou des phénomènes qui rendent subitement insoutenables les situations préalables (sur le marché des changes, au sein du système bancaire, dans l'équilibre entre offre et demande globales au plan macroéconomique, sur les marchés de capitaux et de matières premières...) ou qui modifient brutalement les perceptions de l'avenir et les anticipations des agents économiques, provoquant des revirements dans les niveaux de consommation ou d'investissement, suscitant des ajustements dans les portefeuilles d'actifs financiers ou une inversion des mouvements internationaux de capitaux.

D'où l'analyse des crises en termes de chocs : chocs d'offre, chocs de demande, chocs financiers, chocs endogènes, chocs exogènes...

Enfin, et pour conclure cette entrée en matière, on peut décomposer notre problématique autour de trois questions, pour lesquelles nous attendons un éclairage de la part de nos invités.

Quels sont les types de crises économiques qui ont le plus de chances d'apparaître à nouveau, à court-terme et à moyen-terme, dans le monde d'après ? Crises financières, crises de l'endettement souverain, crises des systèmes productifs et de l'économie réelle, crises sociales, crises politiques ou géopolitiques, crises dans les pays industriels, crises parmi les économies émergentes ?

Quels sont les risques globaux, c'est-à-dire les facteurs fondamentaux proprement économiques, mais aussi technologiques et sociétaux, les tendances historiques, les principales sources de tensions, de nature à fragiliser les économies ou à se transformer en chocs mettant en cause la croissance, la soutenabilité de la reprise et pouvant déclencher de nouvelles crises économiques ?

Enfin, quelles sont les urgences en matière de politiques publiques, du côté des États ou en matière d'action collective au plan international, de nature à améliorer la résilience des économies nationales et de l'économie mondiale, fût-ce au prix d'une moindre efficacité économique, afin de réduire la probabilité et/ou l'ampleur de nouvelles crises globales ?



## **Synthèse**

La question n'est pas de savoir si l'on peut prédire les crises, tranche Adam Posen. Il y a toute une série d'avertissements et de prédictions concernant le changement climatique, les pandémies ou les excès financiers. Cependant, les décisionnaires échouent car ils n'arrivent pas à aborder ces questions. Il ne s'agit pas que des économistes. Si l'on regarde l'histoire du renseignement, on voit un phénomène similaire : tout le monde avait dit aux États-Unis que le Japon allait attaquer Pearl Harbor ; Staline était informé à l'avance que le pacte Molotov n'empêcherait pas une invasion de l'Allemagne... Les dirigeants peuvent avoir tous les renseignements qu'ils souhaitent, la décision d'agir est quelque chose d'autre. Cela est vrai également pour la santé, l'environnement et les questions financières.

La crise financière de 2008 était annoncée par un certain nombre d'économistes depuis déjà un certain nombre d'années, confirme Éric Piolle. Les bulles spéculatives étaient telles qu'on disait que cela allait forcément exploser à un moment. À l'échelle d'une génération, le monde a traversé plusieurs crises majeures et finalement, les dirigeants ne se préparent pas car ils ont du mal à considérer le prix et le temps de la préparation économique et à se projeter dans ce qu'est vraiment une crise. Ils rentrent la tête dans les épaules et ils se disent on verra bien quand ça arrivera.

La crise de 2020 avait été prédite, pas seulement par Bill Gates mais aussi par des gouvernements et des organismes qui sont spécialisés dans ces risques, renchérit Adam Tooze. En pratique, il y a eu une défaillance technocratique. Les gouvernements se sont avérés très fragiles en réponse à cette crise. Il faut non pas se demander s'il est possible d'établir un diagnostic spécifique sur une crise mais si nos systèmes politiques sont capables de s'en servir, et de le prendre au sérieux, et s'ils sont en mesure de digérer ce savoir pour pouvoir agir.

Lorsque l'on parle de l'histoire et de l'avenir des crises, il faut prendre en compte les types de réponses qui ont été proposées par les gouvernements, rappelle Adam Tooze. Dans un certain sens, celles-ci ont modéré les chocs de l'année dernière. Cela est vrai des deux côtés de l'Atlantique. C'est quelque chose que nous n'avions jamais vu avant. Toutefois, il y a un grand point d'interrogation lorsque l'on regarde l'avenir. Beaucoup de dégâts permanents ont été causés aux économies européennes après 2010. Il faut se demander comment les économies politiques et les réponses fiscales et monétaires vont jouer leur rôle dans une situation qui est un peu chamboulée.

Il est possible d'être optimiste, affirme Adam Posen. Les crises sont souvent

suivies d'une longue période d'expansion avec de faibles instabilités financières. La croissance était certes plus faible mais aussi plus stable. Certaines personnes pensent que les fiscalistes vont créer la prochaine crise. On a tendance à surestimer les choses. Parfois, des progrès résultent d'une crise. Lors de la pandémie, de nombreuses choses ont été mises en place par le G20 et par les banques centrales grâce aux enseignements tirés des crises précédentes. Il est vrai que le premier plan de relance que l'administration Biden a voté en janvier était vraisemblablement excessif et que cela peut forcer la Fed (Réserve fédérale des États-Unis) à élever ses taux plus rapidement qu'elle ne l'aurait fait normalement. Est-ce que cela peut déboucher sur une crise ? Souvent la crise vient parce qu'on a fait trop peu. Il faut donc lui faire face et ne pas s'inquiéter de savoir si on va causer la prochaine.

La question de la robustesse d'une société est aujourd'hui centrale et le rôle du politique est de se demander comment faire durer la cité, diagnostique Éric Piolle. Il y a un triple enjeu dans l'action politique : il faut tout d'abord être réaliste. Par exemple, face au changement climatique, il y a à la fois des besoins d'adaptation et d'atténuation. Ne rien faire ou faire les choses trop lentement est une prise de risque considérable voire insensée. Il faut ensuite s'entraîner à réagir aux crises qu'elles soient sanitaires, technologiques ou systémiques. Lors d'une distribution de masques à Grenoble, il a été proposé au président de la République d'organiser un test grandeur nature en France sur la façon dont on distribue un élément essentiel à toute la population dans un temps record. Nous avons raté une occasion à ce moment-là. Enfin, il faut dégonfler les bulles et les zones de risque. Un travail est fait actuellement autour des normes comptables pour permettre de factoriser les externalités négatives dans la vie quotidienne, ce que nous avons été incapables de faire jusqu'à présent.

La fonction du dirigeant d'entreprise est d'anticiper les crises, résume Gianmarco Monsellato. Étymologiquement, le mot crise en grec ancien veut dire nécessité de faire des choix. C'est la définition même du leadership. C'est en temps de crise que l'on voit à quoi servent les dirigeants. Ce sont ceux qui sont capables de garder le cap. Le premier point cardinal de la boussole est d'être à l'écoute du futur et ne pas se faire piéger par l'illusion du linéaire. Pour anticiper ce qui va vraiment dévier, ce qui peut faire mal, il faut se connaître soi-même. Par exemple, tout le monde avait assez bien prévu qu'il y aurait un problème de chaînes d'approvisionnement avec la Chine mais peu avaient prévu que le problème le plus important serait avec l'Italie du Nord. Il faut ensuite s'inscrire dans le temps, être prêt et apprendre du passé, avoir une mémoire des crises. Le dernier point est d'avoir une culture inclusive pas seulement au sein de l'entreprise mais aussi avec les parties prenantes. L'histoire de l'humanité est faite d'une succession de crises. La seule chose qui

est certaine, c'est que celles qui arriveront seront celles que nous n'aurons pas prévues. Il faut donc être en capacité de décider d'agir, de gouverner au sens de tenir le gouvernail en période de gros vent.

Alors qu'ils ont représenté pendant longtemps une ancre de stabilité économique, les États-Unis sont devenus de plus en plus fragiles, observe Adam Tooze. On a vu, l'année dernière, une crise de gouvernance assez générale. Il n'y avait pas de leadership politique ascendant/descendant. Il faut ajouter à ce tableau les risques associés aux tensions géopolitiques avec la Chine et des fragilités structurelles comme la vulnérabilité du système social américain. De son côté, l'Europe doit faire face à la fragilité de son économie. Les politiques doivent donc se concentrer sur le coût de ces tensions. Il s'agit désormais de savoir s'ils sont en mesure de prendre au sérieux les prédictions de crise et d'agir.

Nous avons des enjeux extrêmement forts notamment sur la question démocratique, reconnaît Éric Piolle. Nous sentons bien que notre modèle économique va basculer et que nous ne pourrons pas revivre ce que nous avons vécu avec la sidérurgie, le charbon, le textile dans les années 80-90. La société est dans un climat de tension qui peut tout faire basculer et donc déboucher aussi sur des crises démocratiques très fortes, encore plus forte que celle qui nous touche aujourd'hui. De plus, certaines choses ne sont pas des crises. Le réchauffement climatique n'en est pas une ; on en connaît la trajectoire. Cependant, selon un rapport du Haut Conseil pour le Climat, l'Europe va deux fois trop lentement. La première responsabilité des acteurs politiques est de s'appuyer sur la science pour tracer un chemin. Nous avons un corpus et un horizon scientifique fort. Il est impératif de le prendre en compte et de se mettre sur la bonne trajectoire. À ce moment-là, on ne pourra dire que ce sont des crises mais juste des soubresauts d'actions dont nous savions l'occurrence.

Certaines personnes pensent qu'une façon de se sortir de ces situations serait d'automatiser plus, d'introduire plus de règles et d'avoir plus de bureaucratie et de technocratie, rapporte Adam Posen. Cependant même les technocrates font des erreurs. De plus, ils ne sont parfois pas légitimes. La réponse habituelle est de rendre la société plus robuste, plus résiliente mais pour cela, il faut également réfléchir à long terme. Il y a encore un espoir de pouvoir agir au niveau international et de partager le fardeau. Les pays vont être obligés de travailler ensemble. Il n'y a pas de réponse facile mais la meilleure façon d'avancer est de continuer à augmenter la transparence et d'introduire plus de règles internationales.

Il faudra lutter contre les phénomènes d'accumulation de capitaux, prévient

Éric Piolle. Ils sont nuisibles car ils relèvent du triomphe de la cupidité<sup>1</sup> comme l'écrivait Stiglitz. Jusqu'à présent, nous étions complètement embarqués dans la mythologie de Jean-Baptiste Say qui nous disait que les ressources de la planète étaient inépuisables et gratuites. Évidemment, nous nous sommes rendu compte que cela n'était pas le cas. Ce triomphe de la cupidité génère l'exploitation de la planète et les inégalités sociales. Il faut refonder une activité économique qui a trois objectifs : garantir des sécurités à ceux qui agissent et qui investissent, gérer les biens communs et nourrir ce désir de sens. Personne ne propose d'aller dans une économie dirigiste. Nous avons besoin de l'initiative et d'une puissance publique qui donne un cap suffisamment fort pour que les entrepreneurs puissent prendre des risques.

Le monde de l'entreprise en général et celui de la finance en particulier sont en train de prendre en compte ces sujets car ils raisonnent sur le long terme, assure Gianmarco Monsellato. La finance essaie de quantifier les externalités négatives, le climat en étant une majeure, pour donner aux investisseurs et aux parties prenantes une vision de ce que sera l'avenir si l'entreprise ne se réforme pas. Quand on commence à quantifier un sujet de manière économique, on passe de la philosophie à la réalité. Pour autant, cela ne suffit pas. Ce serait une erreur fondamentale d'analyser la crise climatique simplement comme une crise climatique. Elle touche aussi à nombre de sujets. On ne la résoudra que si on sort du fantasme de l'école de Chicago qui considère que l'activité économique n'a comme finalité que la création de profits. Une entreprise est avant tout un groupe d'individus qui suit un projet commun. Il faut réinventer le sens de l'aventure économique au-delà de l'exclusivité du profit.

On ne résoudra la crise climatique, la crise financière, que si l'on fait les transitions nécessaires tout en préservant l'espoir économique des jeunes générations. On la résoudra en prenant en compte les externalités, en réinventant un modèle de développement au niveau de l'entreprise avec le soutien des pouvoirs publics. On en sortira que si on a le courage de quantifier ce qui fait mal et qu'au lieu d'avoir une logique de conservatisme, on a une logique de construction d'un nouvel équilibre pour toutes les parties prenantes de manière inclusive. Cela va prendre du temps. Ce n'est pas une course contre la montre mais pour la durabilité et le sens. Cela va être indéniablement l'enjeu des décennies qui viennent.

Il y a également un enjeu fort autour de la démocratie dans l'entreprise, ajoute Éric Piolle. Si la conduite du changement n'est pas faite en associant aussi cette démocratie à l'intérieur de l'entreprise, on se prépare à des chocs très forts. Donc oui, il nous faut investir dans la démocratie à la fois dans nos systèmes

---

1 Le Triomphe de la cupidité, Joseph Stiglitz, Les Liens qui Libèrent, 2010

paritaires mais également à l'intérieur de l'entreprise et développer derrière un entraînement à la démocratie locale. Cela prend du temps parce qu'il faut développer une confiance qui a été très abîmée. Celle-ci se retisse petit à petit dans l'action, dans l'espoir. Cela ne peut pas juste être déclaratif.

L'idée de l'espoir est finalement la meilleure approche, admet Adam Posen. La façon dont nos sociétés démocratiques vont évoluer va dépendre beaucoup des conditions économiques locales. Cette idée propose un chemin intéressant, positif.

# UN NOUVEAU PARADIGME DE LA CROISSANCE

---

**COORDINATION** **Jean-Hervé Lorenzi**, Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

**CONTRIBUTIONS** **Antoine Frérot**, Veolia  
**Florent Menegaux**, Groupe Michelin  
**Agnès Pannier-Runacher**, Ministre déléguée chargée de l'Industrie, ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, France  
**Benoît Potier**, Air Liquide  
**Philippe Wahl**, Groupe La Poste

**MODÉRATION** **Nicolas Beytout**, L'Opinion

---

## Propos introductifs de Jean-Hervé Lorenzi, Président des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

Une remarque préliminaire à la relecture du titre de ce débat est qu'il semble présomptueux, audacieux et courageux. Pourquoi ? Car les termes de paradigme et de croissance sont en réalité extrêmement controversés et contraignent les intervenants à prendre position dès le départ sur les principes qui fonderont leur discussion.

Le paradigme est un concept développé par l'historien des sciences Thomas Kuhn, qui l'avait défini comme l'ensemble des valeurs et des concepts qui cimentent une société. Objectivement, il est possible de dire que nous nous trouvons aujourd'hui face à ceux qui croient qu'il ne faut pas changer les valeurs auxquelles nous sommes attachés, et ceux qui estiment qu'au regard de toutes les transitions et les éléments clés auxquels nous sommes confrontés, il existe des problèmes que nous ne savons pas traiter. L'unique élément admis de tous est le fait que nous devons lutter contre le réchauffement climatique. Le Cercle des économistes compte parmi ceux qui croient en la nécessité d'un nouveau paradigme, face à l'incapacité de traiter des sujets tels que les inégalités au sein de la société ou encore la transition technologique.

Quant à la croissance, de nombreuses personnes pensent que la solution réside dans la décroissance, et ce panel entend s'élever contre cette hypothèse. La

croissance est aujourd'hui en débat parmi les économistes, certains croyant en la stagnation séculaire qui provoque un ralentissement de l'économie et les empêchera de s'en sortir aussi facilement qu'il n'y paraît.

Ce débat propose alors de partir de deux principes : oui, il faut un nouveau paradigme, et oui, il faut de la croissance, soucieuse de l'environnement, inclusive et soutenable.

Il lui reviendra ensuite de résoudre quatre problèmes. Premièrement, la question de l'intergénérationnel. Deuxièmement, la question de savoir que faire de l'innovation qui n'est pas un bien absolu, notamment en matière d'emplois. Troisièmement, la question de l'ascenseur social propre à la société française. Quatrièmement, la question de la répartition des revenus. Le rôle de l'État ainsi que des entreprises sera évidemment abordé. Enfin, au sujet des 1,5 million de jeunes désocialisés que l'éducation ne parviendra pas à prendre en charge, l'idée devrait être exprimée d'un rôle majeur des entreprises comme solution.

### Synthèse

Dans un contexte qui réinterroge le dogme des chaînes de production et d'approvisionnement mondial sous l'angle de la résilience et, de manière plus globale, le rôle des industries dans notre société, Agnès Pannier-Runacher estime que l'Union européenne se trouve face à un call-to-action. Le double enjeu de l'indépendance et de l'emploi renvoie alors à deux défis majeurs. Celui de la technologie à la fois comme risque et opportunité, et celui de la transition numérique qui peut être une ruse de l'Histoire si elle est perçue comme une opportunité, à condition d'adapter nos politiques. En outre, une transition numérique réussie pourrait renverser la table en termes de répartitions des parts de marché mondiales.

La condition indispensable pour relever ces défis est l'innovation, qui renvoie également à un meilleur partage de la valeur ajoutée par la création de richesse dans les territoires. Il s'agit d'un moment charnière pour la question de l'innovation dans les industries, à condition que les industriels acceptent de se saisir de la 5G. À la question de savoir si le gouvernement en fait suffisamment pour donner à l'innovation son rôle incontournable, Agnès Pannier-Runacher estime que le lien doit être fait avec des enjeux de culture et d'éducation. Il est notamment impératif de faire face à la baisse du niveau des élèves français en mathématiques et en sciences ces trente dernières années.

S'il convient de se réjouir de la croissance, les entreprises doivent avoir le souci de voir l'ensemble de leurs collaborateurs s'épanouir et grandir, affirme Florent Menegaux. L'instauration d'un dialogue social étendu au sein du groupe Michelin leur a permis de constater la récurrence d'une interrogation parmi les plus jeunes de leurs collaborateurs en Europe, qui se demandent comment prôner la croissance dans un monde avec des ressources finies. Florent Menegaux répond qu'il convient de réconcilier croissance et capacité de chacun à se développer, en étant convaincu qu'il est collectivement possible de créer une nouvelle équation. En effet, le paradigme de la croissance est finalement une question de renoncement : une entreprise doit comprendre où travailler et comment s'améliorer, notamment en intégrant les questions environnementales. Ils ont alors besoin d'innovation et de formation, mais également de règles du jeu équitables au niveau mondial.

En grec, une crise est une situation dans laquelle nous jugeons pour prendre une décision. Or, Benoît Potier constate que si le jugement collectif a bien eu lieu, il reste encore à prendre une décision. La crise ne représenterait pas une rupture, mais plutôt une prise de conscience qui entraînera des changements incontestables en matière de gestion du bien commun, tel que la santé, une rapidité de réaction face aux situations de crise, mais aussi en matière de travail. En effet, la pandémie a permis de lever un certain nombre de tabous, notamment sur le numérique, et a démontré que le coopératif était le seul moyen d'avancer. La notion de gestion collective a également provoqué l'émergence forte de celle de partenariat ainsi que de conscience environnementale. Par exemple, les demandes de clients affluent chez Air Liquide pour les aider à gérer les trente années à venir en matière d'énergie et de gestion de leur empreinte carbone.

En termes de croissance, de nombreux marchés innovants émergent dans les secteurs de la mobilité, la santé, l'électronique, l'espace ou encore le numérique. Ce phénomène positif permet le développement de technologies en Europe et dans différents nouveaux périmètres géographiques. Benoît Potier se réjouit de constater que L'Europe a les compétences nécessaires en termes de technologies pour prendre le leadership, avec l'aide des entreprises. Un nouvel écosystème doit émerger : se pose alors la question de la maille (actions de territoire) et de l'échelle (replacer les sujets à échelle européenne).

Au sujet de l'acceptation de la 5G par les industriels, Florent Menegaux et Benoît Potier déclarent qu'il s'agit d'une technologie puissante, d'ores et déjà adoptée chez Michelin et Air Liquide.

Face à la décroissance du secteur postal, Philippe Wahl ne conçoit pas d'autre solution que celle de la croissance. Or, la croissance n'est possible que si elle est



accompagnée d'une rupture du modèle actuel. Il doit s'agir d'une croissance inclusive, qui impose des renoncements, des sacrifices et des efforts afin que chacun puisse y prétendre, tout en respectant les enjeux environnementaux et les droits sociaux des travailleurs. Sur le salariat par exemple, la crise sanitaire a provoqué un choc considérable avec le télétravail et il sera nécessaire de mesurer l'attachement des salariés et de l'entreprise au contrat salarial. La fin du salariat pourrait s'avérer être une réelle question dans le cadre de la reprise.

La croissance doit être fondamentalement nouvelle, réaffirme Antoine Frérot, et elle ne doit pas seulement être plus verte et plus humaine. En effet, si la croissance crée des externalités négatives indirectes aujourd'hui gérées exclusivement par l'État, les entreprises doivent également s'en préoccuper à l'avenir. Les industriels ne doivent plus uniquement se charger de la prospérité, ils doivent repenser leur utilité dans la société : seule une entreprise jugée utile sera tolérée et prospère. Cette nouvelle croissance doit être planifiée, les entreprises devront prouver qu'elles visent des performances et des objectifs pluriels.

Évoquant le départ d'Emmanuel Faber de la présidence de Danone, Nicolas Beytout se demande si une stratégie aux objectifs pluriels ne présenterait pas des risques pour les industries. Antoine Frérot estime pour sa part que la situation n'est pas en soi liée au contenu du plan de restructuration de Danone, dont les missions ont par ailleurs été confirmées par les nouveaux dirigeants. Quoi qu'il en soit, il ne s'agirait pas d'une raison valable pour abdiquer.

Sur la question de l'utilité des entreprises, Florent Menegaux rejoint le propos, soulignant le besoin d'agir parallèlement pour la gestion des objectifs. Philippe Wahl ajoute qu'un nouveau modèle de croissance supposerait de partager les résultats des transformations profondes avec les salariés, la société civile et les investisseurs. Pour rappel, Agnès Pannier-Runacher indique que le modèle de gestion des entreprises qui tient compte des parties prenantes était pleinement intégré dans les années 1970. Derrière la performance financière, il s'agit également de considérer la RSE (Responsabilité sociétale des entreprises), qui permet notamment de gérer la marque employeur et d'anticiper les risques, dès lors que l'on accepte d'être un capitaliste patient.

Benoît Potier observe que la crise a plutôt renforcé la confiance des actionnaires individuels en leur entreprise, de même qu'elle a accéléré l'intention de décision des entreprises. 20 % des 2 000 premières entreprises mondiales ont en effet pris des engagements stricts de neutralité carbone. Il semblerait que la tendance soit davantage à l'accélération qu'à la rupture.

Alors, rupture ou transformation du modèle de croissance ?

Finalement, l'ensemble des panélistes opte pour la transformation, qui porte une dimension davantage pédagogique. De plus, le terme n'est pas antinomique avec celui de rupture, qui peut renvoyer à la notion de transformation volontaire, souligne Antoine Frérot. Il doit s'agir d'une transformation avec des engagements forts des industries, appuie Agnès Pannier-Runacher.

Rupture ou transformation, à chacun de voir, conclut Jean-Hervé Lorenzi. Quoi qu'il en soit, il est possible de formuler un double constat. D'une part, l'entreprise est désormais au cœur de ce qui pourra se faire sur tous les sujets. D'autre part, le rôle de l'État pourrait progressivement évoluer pour se défaire de problèmes qu'il ne peut pas résoudre.

# LA NÉCESSITÉ D'UNE NOUVELLE ÉCONOMIE POLITIQUE

---

**COORDINATION** Jean Pisani-Ferry, Le Cercle des économistes

**CONTRIBUTIONS** David Lidington, Conservative European Forum  
Yves Perrier, Amundi  
Nemat Shafik, London School of Economics  
François Villeroy de Galhau, Banque de France

**MODÉRATION** Alexandra Bensaid, France Inter/France 2

---

## Propos introductifs de Jean Pisani-Ferry, membre du Cercle des économistes

Les sessions des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence sont connues pour leur objectif de proposer ce qu'il faudrait faire. Cela sera aussi vrai cette fois-ci. Il sera intéressant de réfléchir aussi à comment, avec qui et pour qui le faire, et de voir en quoi, ce qui est souhaitable peut aussi être acceptable, sans verser dans la pédagogie, qui est un très mauvais terme lorsque l'on parle à des citoyens adultes. C'est ce que nous vous proposons.

Un bon point de départ est le livre *What We Owe to Each Other* de Nemat Shafik qui vient d'être publié et qui est un travail sur la redéfinition du contrat social. Comme beaucoup, elle observe que le contrat social est en morceaux, que le sentiment d'appartenance à une société vis-à-vis de laquelle nous avons des devoirs mais qui prend soin de nous est rompu, et tente de redéfinir le contrat social. Ce qui est intéressant, c'est qu'elle est loin d'être la seule à avoir cette réflexion. Nemat Shafik, qui est ancienne banquière centrale et ancienne Directrice générale adjointe du FMI, ne vient pas de la théorie du contrat social, mais de la finance.

Je citerai deux ou trois interventions allant dans le même sens. Raghuram Rajan, professeur à l'Université de Chicago, ancien banquier central en Inde et ancien directeur économiste au FMI, a publié récemment le livre *The Third Pillar*, en disant qu'une société repose sur un équilibre entre le marché, l'État et la société et les communautés. En laissant tomber ces dernières, on a brisé cet équilibre fondamental dans la manière dont nos sociétés peuvent fonctionner.

Je citerai aussi Martin Sandbu, qui vient de publier le livre *The Economics of Belonging*, dont l'idée centrale est de dire que le sentiment d'appartenance à la même collectivité, qui était caractéristique de nos sociétés, en dépit de tous les conflits qui les traversaient, s'est dissout. Selon lui, il ne reste plus que les nationalistes aujourd'hui, qui offrent une perspective d'appartenance, fictive, en disant qu'à l'intérieur de la nation, en se coupant du reste du monde, on va recréer une société dans laquelle vous serez quelque chose, on s'occupera de vous et on prendra soin de votre revenu mais aussi de votre voix, de vos préoccupations, de vos bons emplois.

Le défi est de voir comment répondre à ces questions dans un cadre d'économie ouverte. Ces questions ne sont pas rendues beaucoup plus faciles par la crise de la Covid-19, au contraire. Elle accentue très vraisemblablement les tensions. Deux chiffres me frappent énormément, quand on regarde l'évolution du taux d'emploi aux États-Unis, en temps réel : + 7 % pour l'emploi à haut salaire et - 21 % pour l'emploi à bas salaire. Cela dit quelque chose sur la trace de cette crise. Si on ajoute à cela le fait que les actifs financiers ont vu leur valeur augmenter et que les maisons suburbaines ont vu leur valeur baisser, nous avons probablement aussi un élément considérable de ce côté-là.

Comment pouvons-nous répondre à ce défi ? C'est une question pour les acteurs des politiques publiques, pour les politiques. C'est aussi une question pour le monde de la finance auquel appartient Yves Perrier. Dans quel cadre peut-on redéfinir des normes qui font mentir la célèbre prescription de Milton Friedman, selon lequel l'entreprise ne doit pas se préoccuper des questions de société et des questions de politiques publiques ? Pour cela, il y a les gouvernements, et l'entreprise doit se préoccuper de ses actionnaires. Si on dit que l'entreprise et la finance doivent se préoccuper davantage des valeurs de la société, des préférences sociales, dans quel cadre cela doit-il se faire ? Un cadre purement national, avec des préférences différentes, ou un cadre d'économie ouverte ? Nous vous proposons de débattre de tout cela, dans différentes dimensions et avec différents intervenants.

### Synthèse

*What We Owe to Each Other* est un manifeste antipopulaire, qui passe par la redéfinition du contrat social, dans un contexte de frustration des gens vis-à-vis de l'injustice et d'inquiétude pour l'avenir, que ne vont pas résoudre les politiques recommandant le nationalisme et la xénophobie, explique Nemat Shafik. Les deux forces principales sont la technologie, qui a transformé l'emploi et l'éducation, et le changement de point de vue quant à la démographie et

aux retraites. Le contrat social est sous une pression croissante exercée par la robotisation, le changement climatique et le vieillissement. L'ancien modèle Reagan-Thatcher, consistant en une croissance et une compensation des perdants – ce qui n'a pas été le cas – doit être remplacé par un modèle de pré-distribution en matière d'éducation, travail, santé, vieillissement, en investissant davantage pour avoir une belle vie. Plutôt qu'un revenu universel, qui serait un signe de renoncement de la capacité des gens à contribuer à la société, cela passerait par un fonds pour l'éducation tout au long de la vie des jeunes générations, par un investissement dans les compétences plus robustes sur le modèle danois et par un abondement des salaires les plus faibles. Un contrat social est une pré-condition pour un soutien durable, une ouverture et une coopération internationale. La pandémie constitue une opportunité pour transformer les politiques et proposer un nouveau contrat social pour améliorer les propositions pour les citoyens.

La surestimation de l'inflation, instrument de mesure pour garantir la valeur de la monnaie, n'est pas un phénomène nouveau et spécifique à la France, explique François Villeroy de Galhau. En outre, la revue stratégique de politique monétaire doit intégrer une meilleure prise en compte du coût du logement. Le terme d'économie politique est apparu il y a quatre siècles dans le *Traité d'économie politique* (1615) d'Antoine de Montchrestien, en réaction à la vision d'Aristote qui donne la suprématie à la politique, pour faire une place à la partie de la vie qui a trait à l'économie. Le terme a ensuite été employé par les réformateurs, jusqu'à Raymond Barre, avant de disparaître, puisque l'économie a définitivement pris le pas sur la politique, ou que cette vision s'applique dans un cadre national où le périmètre du politique et celui de l'économie coïncident. La nouvelle ère marque le retour de la politique et de l'intervention publique. Il existe deux scénarios possibles :

- Le scénario du choc thermique, qui est le moins souhaitable mais le plus probable, entre la chaleur de la politique, à court terme, émotionnelle et nationale, pouvant évoluer vers le totalitarisme, et la froideur de l'économie, à long terme, rationnelle et globale mais plus théorique ;
- Le scénario d'une nouvelle alliance, où la politique impose l'agenda et les thèmes et où l'économie propose des solutions cohérentes, comme le conseille le rapport Blanchard Tirole.

Le grand chantier du climat peut être le lieu de cette double alliance, même si le combat sera très difficile à gagner.

Les esprits ont bien changé et la crise a accentué les grandes tendances structurelles, qui sont le passage à un monde multipolaire et le retour des

nations, la révolution industrielle, technologique, énergétique et numérique, ainsi que la réévaluation du rôle de l'entreprise, constate Yves Perrier. Depuis la fin de la première mondialisation, avec la crise financière de 2008, le monde de la finance, qui redevient un objet politique, s'est inscrit dans un modèle où l'entreprise doit désormais travailler non seulement pour ses actionnaires, mais aussi pour la société en général. Il existe deux grandes conceptions : la conception américaine, selon laquelle les entreprises américaines doivent aussi prendre en compte les valeurs et les intérêts des citoyens américains, et où la question sociale est d'abord sociétale (la diversité) ; et la conception européenne, selon laquelle l'entreprise a un intérêt général, et où la question sociale correspond à une nouvelle articulation entre le social, l'entreprise, l'État et le citoyen. La question des normes extra financières se pose, à laquelle l'Europe doit répondre très vite avec un capitalisme européen qui s'inscrit dans le long terme, défend l'économie sociale de marché et constitue une force d'attraction pour le monde. Sans cela, les normes américaines domineront à nouveau, comme dans les années 2000, celles qui ont structuré un capitalisme de court terme à dominante financière.

La confiance publique est en crise dans tous les pays avancés du monde, en raison des évolutions technologiques qui impactent le travail, affirme David Lidington, qui constate par ailleurs des changements sociaux dans le monde actuel. La différence entre la conception américaine et la conception européenne du capitalisme est infime, notamment en considérant le capitalisme chinois, qui se conjugue avec un État totalitaire. La Chine préconise une suprématie mondiale dans les nouvelles technologies, qui permettent de contraindre la population. Durant la pandémie, qui a accéléré la transformation numérique et la concurrence mondiale, les entreprises ont dû réagir très rapidement en développant les achats et réunions en ligne. Les économies capitalistes ont rencontré des difficultés et les régimes autoritaires utilisent les vaccins comme outil de diplomatie et d'influence. Face à cela, les gouvernements occidentaux doivent réfléchir au renouvellement de leurs capacités d'innovation, à la formation tout au long de la vie, à l'utilisation des retombées de diverses politiques et à l'ouverture du marché à de nouvelles technologies disruptives. Le secteur privé doit apporter davantage de valeurs sociales, renforcer la sécurité et assurer leur chaîne logistique, en prenant en considération les réalités politiques. Une solidarité intergénérationnelle et une décentralisation du pouvoir sont nécessaires pour développer les réformes locales et la loyauté.

Jean Pisani-Ferry s'interroge sur la possibilité de mettre en place des normes communes sur le climat, mais aussi dans le domaine social et sociétal, compte tenu de préférences collectives différentes dans l'économie mondialisée. Il existe un consensus sur des questions comme le climat, ce qui serait aussi

souhaitable pour ce qui est des droits des êtres humains, même si les nations ont des valeurs et modes de vie différents, ce qui explique l'existence de normes différentes en matière sociale par exemple, indique Yves Perrier. Les normes mondiales ne peuvent pas constituer une harmonisation universelle, et le problème climatique ne sera pas résolu sans juste prix du carbone et sans taxe, affirme François Villeroy de Galhau, qui préconise de réfléchir à la combinaison entre une norme minimum universelle et une capacité d'ajustement aux frontières de l'Union européenne. Les banques centrales et les superviseurs agissent en avançant dans la prise en compte des risques climatiques, à travers un réseau pour l'écologisation du système financier et un projet de verdissement de la politique monétaire.

Les politiques d'austérité ne sont pas bienvenues en 2021, et ne le seront pas moins en 2022, estime Jean Pisani-Ferry. En revanche, des réformes sont nécessaires et doivent s'appuyer sur les leçons tirées de la crise, y compris en matière de retraite. François Villeroy de Galhau note l'accord sur la dette climatique, qui se traite à l'échelle internationale, et le manque de mobilisation sur la dette financière, qui peut se traiter nationalement, et souligne un problème de solidarité intergénérationnelle.

Concernant la protection des données, il n'existe pas d'autorité mondiale, constate François Villeroy de Galhau, qui recommande de réfléchir à une coopération internationale en la matière pour éviter les obstacles.

Sur le sujet de la rentabilité, les entreprises n'ont pas pu atteindre l'objectif d'un ROE (*return on equity*, rendement des fonds propres) de 15 %, apparu au milieu des années 1990, qui reste pourtant d'actualité, constate Yves Perrier. Puisque les investissements pour la transition énergétique sont à réaliser sur une période de 30 à 50 ans, des exigences plus faibles de rentabilité doivent être trouvées, compte tenu des taux maintenus à un niveau très bas par les banques centrales, l'enjeu du capitalisme étant de retrouver une soutenabilité à long terme.

# LE MONDE D'APRÈS

---

**COORDINATION** Patricia Barbizet, Le Cercle des économistes

**CONTRIBUTIONS** Anne Deysine, Université Paris-Nanterre  
Olivier Girard, Accenture  
Dominic Grieve, Ancien Procureur général, Royaume-Uni  
John Kao, Institute for Large Scale Innovation  
Georges Terrier, Davis Polk  
Oliver Wild, AMRAE

**MODÉRATION** Christophe Jakubyszyn, BFM Business

---

## Propos introductifs de Patricia Barbizet, membre associée du Cercle des économistes

« De quoi demain sera-t-il fait ? », s'interrogeait Victor Hugo dans un long poème des Chants du crépuscule. Nous avons une heure pour trouver la réponse. Voilà le beau défi que nous lançons à cette table ronde. Un défi périlleux, bien sûr, puisqu'il est plus difficile de prédire le monde de demain que d'observer le monde d'hier. Relever ce défi implique d'imaginer le long terme : quelles tendances actuelles se prolongeront dans les années à venir ? Quelles seront les prochaines mutations du monde ?

L'exercice est rendu encore plus délicat par la crise sanitaire. Des doutes ont pu surgir sur la résilience de nos sociétés. La place de l'économie et le rôle de la puissance publique ont été questionnés. L'articulation entre la souveraineté nationale et la coopération internationale a été remise en cause.

Dans le même temps, la capacité d'adaptation collective face à la crise force l'admiration. Un large élan de mobilisation individuelle nous a permis de surmonter la pandémie. L'excellence scientifique de certains acteurs de la santé a permis d'élaborer des vaccins dans des délais inédits. Nos modes de travail et de communication se sont transformés durablement en quelques semaines.

Dans le grand livre de l'histoire du monde, tournons la page de cette crise pour nous projeter vers le monde d'après. Le monde de demain sera sûrement caractérisé davantage de turbulences et de changements : démographie,



économie, climat ou encore sciences et technologie. Ce sont des lames de fond dont l'ampleur a été révélée ou accentuée par la crise sanitaire. Sous l'effet de ces changements, le monde d'après devrait s'accompagner de davantage de tensions et de divisions. Les enjeux environnementaux, par exemple, seront des facteurs de tensions. La concurrence accrue pour accéder à certaines ressources comme l'eau ou les métaux rares pourrait entraîner des crises locales ou internationales.

La page n'est pas blanche, donc, et certains commentateurs écrivent des chapitres bien sombres de notre monde d'après.

Écartons donc le récit des catastrophes annoncées. J'ai la profonde conviction que nous avons la capacité de façonner le monde d'après. Les avancées majeures de la science et des technologies contribueront au bien-être de nos sociétés, accéléreront les communications, soutiendront la croissance économique et favoriseront le bien-être humain. Imaginons des développements nouveaux. Transformons le modèle des entreprises, afin qu'elles s'insèrent davantage dans leur environnement écologique, économique et social. Repensons le fonctionnement de nos démocraties, afin d'assurer leur pérennité et leur solidité. En un mot, mettons résolument la science, l'innovation, le progrès technique au service du développement humain.

Dessignons le « monde d'après » que nous désirons.

D'ailleurs que la nouvelle génération n'a pas attendu la crise pour engager de profondes évolutions. Jadis trop souvent réduite à un enjeu de communication, la responsabilité sociale et environnementale s'inscrit désormais structurellement dans l'ADN des entreprises. La société civile, de son côté, se mobilise pour renforcer la place des « biens communs ». Pour limiter l'incertitude et les turbulences, les États aussi devront institutionnaliser leur coopération.

Plus encore, nous pourrions compter sur la génération qui a grandi dans la pandémie, pour accélérer la transition vers le monde d'après. Les prises de conscience, notamment environnementales, s'intensifient et se transforment en volonté profonde de changement. Les visages de cette jeune génération engagée dans la construction de ce monde commun ne manquent pas.

Ce « monde d'après », fait de clair et d'obscur, appelle notre engagement commun. La responsabilité du monde de demain appartient aux générations actuelles et futures, éclairées des enseignements tirés de la crise de la Covid-19.

## Synthèse

En cette période de très grande incertitude, il est difficile de définir le monde d'après, reconnaît John Kao. Pour pouvoir naviguer dans cette situation sans précédent, il est nécessaire d'avoir un ensemble de nouvelles compétences managériales et de *leadership*. Car si cette pandémie mondiale a, dans un certain sens, unifié l'humanité autour d'une cause commune, elle a également permis d'identifier les lacunes qui l'empêchent de fonctionner comme une société mondiale.

Les États-Unis sont confrontés à un problème particulier, observe Anne Deysine. Ils n'ont pas seulement l'après Covid-19 à gérer mais aussi l'après Donald Trump. Joe Biden est conscient de la quintuple urgence sanitaire, économique, sociale, climatique et démocratique. Il a compris qu'il fallait agir après 40 années d'une propagande républicaine qui s'appuyait sur la méfiance vis-à-vis de l'État fédéral. S'il veut restaurer le rôle de l'État américain dans l'ordre international, il faut qu'il montre que celui-ci fonctionne aux États-Unis or cela n'est pas nécessairement le cas car il y a beaucoup d'obstacles dus notamment au système politique (le fédéralisme, la règle du filibuster).

Il est évident qu'au Royaume-Uni, le monde d'après reste le monde d'après le Brexit, indique Dominic Grieve. Si les pro et anti-Brexit partagent des points de vue similaires sur l'avenir et notamment la nécessité de moderniser le pays, le débat se poursuit sur le rôle du Royaume-Uni à l'échelle globale. Les avis sont partagés entre un alignement avec l'Union européenne et une demande de prendre le grand large en rejoignant le partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP). S'il est difficile de savoir dans quel sens ce débat sera tranché, il y a cependant quelques petits indices : le partenariat avec l'Europe reste très important pour le Royaume-Uni, notamment en termes de réglementation et de défense. Le plus gros problème est de savoir si le Royaume-Uni restera uni ou si ce débat va aboutir à une séparation entre l'Angleterre et l'Écosse.

Très souvent, on parle de cette époque comme étant destructive alors qu'il s'agit d'une époque de discontinuité, affirme John Kao. Des aspects fondamentaux de la société (l'enseignement, la nature de la main-d'œuvre, les interactions sociales) ont été mis en question par cette pandémie. En même temps, l'arrivée massive du capital-risque et l'avancée technologique essayent de révolutionner les flux de travail ainsi que la façon d'apprendre et de passer le temps.

Si la technologie a pu être à l'occasion un peu décevante, elle a, cette fois-ci, permis de passer cette crise, se félicite Olivier Girard. Grâce à la maturité du triptyque cloud, cybersécurité et outils de télétravail, 30 % de l'économie

française a basculé du jour au lendemain dans le télétravail. Sans cette maturité technologique, la continuité des services publics, financiers, et autres aurait été plus compliquée à assurer. La qualité incroyable des plans de relance, la prise de conscience environnementale et sociétale des entreprises et des citoyens ainsi que les promesses tenues de la science et de la technologie sont autant d'éléments qui montrent que nous sommes en train de rentrer dans le monde d'après. Celui-ci portera au moins trois éléments : plus de gouvernance, plus de règles et un retour à l'innovation profonde.

L'innovation ne peut se réaliser sans prise de risque, prévient Oliver Wild. La relance post-Covid et la construction de nouveaux modèles non plus. Le risque n'est pas un obstacle. En revanche, l'aversion au risque tuera la relance économique et l'innovation. Elle nous rendrait incapables de nous adapter aux enjeux du monde d'après soit par déni, ce qui conduirait à reproduire les mêmes erreurs, soit par peur, ce qui conduirait à nous replier sur nous-mêmes, soit par manque de sens des responsabilités. Il n'y a donc pas vraiment de construction de nouveaux modèles sans le socle fondamental de la gestion des risques.

Le risque est profondément culturel, argue Anne Deysine. En France, en Europe et dans un certain nombre de pays, il y a une allergie au risque. On doit donc essayer d'augmenter cette culture du risque.

La notion de culture du risque est très importante, confirme Oliver Wild. Pour une bonne gestion, il est nécessaire d'identifier le risque et ses impacts puis de le réduire grâce à la prévention. Ensuite, il faut avoir la capacité de le financer. Le *risk management* permet de développer une société, un tissu économique, qui est à la fois responsable et durable. Les entreprises et les États qui ont fait preuve d'un *risk management* mature, de souplesse et de robustesse ont pu naviguer dans cette crise. Quand la puissance politique est solide dans sa gestion des risques, les peurs sont moindres. Il y a donc moins de tensions sociales et potentiellement moins de populisme.

Pour pouvoir naviguer dans un temps de discontinuité, il est nécessaire d'avoir l'intelligence du contexte (comprendre la vérité de la situation actuelle), l'intelligence morale c'est-à-dire avoir un objectif, l'intelligence humaine qui mobilise la main-d'œuvre et les générations, l'intelligence générative qui mobilise le pouvoir de la créativité humaine, l'intelligence technologique et l'intelligence transformationnelle pour avoir une théorie du changement qui permettra à des individus, des équipes, des organisations et des pays ainsi que des sociétés civiles d'entamer ces transformations vers un avenir désirable, considère John Kao. Nous avons ici une nouvelle donne. Cela crée une anxiété mais également une opportunité de définir de nouveaux chemins pour l'avenir.

Les États-Unis doivent rattraper 40 années de destruction, rappelle Anne Deysine. J. Biden et B. Sanders travaillent à l'élaboration d'un plan d'infrastructures classiques concernant notamment les routes, le ferroviaire, le numérique mais aussi d'infrastructures humaines touchant à l'éducation, la réduction de la pauvreté. Il faudra voir s'il y aura tout d'abord un petit plan d'infrastructure bipartisan puis, par la procédure budgétaire de réconciliation, un énorme plan qui prendrait en compte cette *human infrastructure*.

Il y a une chose qui peut être inquiétante, note Oliver Wild. Beaucoup d'argent va être dépensé pour la relance économique mais les États dépendent énormément des entreprises pour faire cette relance. Il faut donc leur donner les moyens, pas forcément en jetant de l'argent mais en leur permettant une souplesse, une agilité. On ne peut pas s'attendre à ce que l'État finance tout. Cependant, le risque doit être financé et le modèle classique du transfert à l'assurance ne fonctionne plus. Chacun doit donc prendre sa part à différents étages, notamment les entreprises en réfléchissant à ce qu'elles veulent porter sur leur bilan, en utilisant des outils comme les captives et ensuite en ayant recours à l'assurance. Ce n'est que quand tout ce financement a été asséché qu'on pourrait avoir recours à l'État.

Les entreprises ont besoin de prévoir à long terme, ajoute Georges Terrier. Les acteurs économiques, les salariés et les parties prenantes attendent du long terme et de sa prévision d'être rassurés sur le futur notamment en matière de crise et d'évolution conjoncturelle mais également de pouvoir, à travers le présent, envisager la prévention. De ce point de vue, il y a une attente de lisibilité de l'évolution de la croissance car les salariés et les parties prenantes souhaitent mieux comprendre les modèles économiques, une attente de l'extension des engagements et de la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise ainsi qu'une attente d'une gouvernance négociée, choisie et partagée. Cependant, toutes les tentatives pour introduire l'intérêt des parties prenantes dans l'objet social et l'intéressement des entreprises ont avorté car celles-ci sont disparates, ont des intérêts particuliers et obéissent à des cultures différentes.

Christine Lagarde disait lors d'une session précédente que nous avons les bons outils mais qu'il faut sans cesse les revisiter, rappelle Oliver Wild. Il faut notamment s'appuyer sur les *risk manager* qui vivent dans le retour d'expérience, dans l'anticipation, pour mettre à jour ces modèles. Lorsque les risques sont gérés et que l'attention aux parties prenantes est explicite, l'entreprise et le tissu économique sont durables et responsables.

Il y a trois façons de se préparer à la relance, indique John Kao : la nostalgique, qui souhaite un retour à la vie d'avant, la désillusionnée, qui est sans issue,

et l'héroïque. Dans la langue chinoise, les mots crise et opportunité sont similaires. Les innovateurs vont mettre en place des changements et permettre à de nouvelles choses de se passer. Pour faire cela, il est nécessaire d'avoir une maturité émotionnelle car elle permet de comprendre l'anxiété que l'on peut ressentir face à cette incertitude. Au sens psychologique, le côté positif de l'anxiété, c'est d'être passionné. Si on peut mobiliser cette passion, avoir un soupçon d'optimisme et que l'on rajoute de nouvelles compétences, on aura fait un pas en avant très important.

Tocqueville disait en 1847 que ce serait faire une œuvre plus profitable de songer à organiser le monde nouveau que de s'acharner contre les débris de l'ancien monde, mentionne Patricia Barbizet. À plus d'un siècle et demi, cette phrase conserve tout son sens et sa portée. Dans quelle société voulons-nous vivre et comment accompagner ce mouvement ? C'est en maîtrisant les transformations technologiques, scientifiques et sociétales qu'on arrivera à créer ce monde d'après et à y vivre. Cela suppose à la fois d'accepter les évolutions à venir, notamment leur part de risque, pour nous engager dans l'accélération des transformations en faveur de la solidité de nos systèmes démocratiques et du développement scientifique et humain.

# COMMENT LA CRISE REDESSINE LA CARTE DU MONDE

---

**COORDINATION** Philippe Aghion, Le Cercle des économistes

**CONTRIBUTIONS** Michel Barnier, Ancien négociateur en chef du Brexit, Commission européenne  
Suzanne Berger, Massachusetts Institute of Technology  
Florence Parly, Ministre des Armées, France  
Rodolphe Saadé, CMA CGM  
Sven Smit, McKinsey & Company

**MODÉRATION** Anne-Laure Jumet, France Culture

---

## Propos introductifs de Philippe Aghion, membre du Cercle des économistes

Un des mérites de cette crise est d'avoir mis en évidence des faiblesses auxquelles nous devons nous attaquer. En France, on manquait de masques, de respirateurs et de tests. Si au début des années 2000, la France et l'Allemagne étaient à peu près au même niveau dans l'export et l'import de ces produits, les Allemands affichent désormais un excédent commercial de 20 millions d'euros alors que la France a stagné. Pourquoi les Allemands se sont développés et pas nous ? La France a perdu car elle avait un déficit d'innovation dans tous les secteurs à part le nucléaire et l'aéronautique. Elle doit donc créer un écosystème d'innovation meilleur que celui qu'elle a.

Cela est également vrai pour l'Europe. Aux États-Unis, la BARDA (*Biomedical Advanced Research and Development Authority*) a permis de transformer l'ARN messager en production de masse de vaccins. Il n'y a pas d'équivalent en Europe. Est-ce qu'il faut le créer ? Est-ce que cela doit se faire à 27 ou avec quelques pays clés ? Faut-il inclure l'Angleterre ? Je pense que oui car, dans cette Europe des projets, les pays clés dans les domaines de l'énergie, de la santé, de la défense, sont la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Il faudra aussi se demander s'il ne faut pas reprendre tout l'écosystème d'innovation. Si on a une DARPA (*Defense Advanced Research Projects Agency*) mais que l'on n'a pas un bon système de financement de la recherche fondamentale, à l'instar des Américains, cela ne suffit pas.

Va se poser ensuite le problème de Maastricht. Est-ce qu'il faut compter de la même manière un investissement de croissance et un transfert pur ? Comment peut-on mettre en place des indicateurs permettant de juger les pays sur le montant de leur déficit mais aussi sur sa composition ainsi que sur l'usage et sur la qualité de la dépense publique ?

Ensuite, faut-il craindre la Chine ? Le nombre de brevets chinois a explosé dernièrement. Est-ce qu'il s'agit de bons brevets ? Est-ce que les Chinois sont dangereux sur le plan de l'innovation notamment comme concurrents à l'Europe ? De plus, se pose la question des brevets. Si les innovateurs ne sont plus récompensés, vous découragez l'innovation. D'un autre côté, vous devez diffuser le savoir. Les États pourraient racheter des innovations pour les mettre dans le domaine public et les diffuser. Comment crée-t-on un système comme celui-là ? Est-ce que le G20 peut jouer un rôle ? Est-ce que l'on peut créer des *sovereign wealth fund* collectifs qui joueraient ce rôle de rachat d'innovation de vaccins ou de technologies vertes pour les diffuser dans les pays en développement ? Comment repenser un multilatéralisme en y intégrant la santé, l'innovation verte et des règles de commerce plus équitables, dans lequel la Chine joue le jeu ?

La Covid-19 a eu ce grand mérite de mettre ces questions très en évidence. Autant les Américains doivent revoir leur modèle social, autant l'Europe a un écosystème d'innovation inadéquat. La question est : comment va-t-on reconquérir les chaînes de valeur en repensant notre système d'innovation et en faisant une Europe des projets y compris avec la Grande-Bretagne ?

### Synthèse

La carte du monde n'a pas été redessinée, analyse Rodolphe Saadé. Les États-Unis sortent renforcés de cette crise, leur économie ayant montré sa force. L'Europe a su rebondir. L'Asie, et en particulier la Chine, reste et restera le grenier du monde. La faiblesse des pays émergents a été constatée. Par ailleurs, les entreprises jouent un rôle de plus en plus fondamental parce qu'elles arrivent à trouver des solutions notamment dans le domaine pharmaceutique. La crise a aussi montré le poids du numérique et de ses acteurs. On note également un renforcement de toutes les organisations mondiales et du rôle capital qu'elles peuvent jouer.

Cette crise n'a pas changé les paradigmes du débat mondial mais elle a accéléré des tendances ou des stratégies, renchérit Michel Barnier. L'élection de Joe Biden n'a pas modifié fondamentalement la stratégie américaine de

*l'América First*. Quant à la Chine, elle a accentué sa présence internationale, ses investissements, son influence. Le rapprochement entre cette dernière et la Russie sur plusieurs sujets industriels, de recherche ou de biotechnologie est, d'une certaine manière, intéressant. Face à ce paysage qui s'accroît ou qui s'aggrave, la responsabilité des Européens est encore plus grande et plus forte : ils doivent savoir ce qu'ils veulent.

L'Europe est à un moment important de son existence, confirme Florence Parly. Du fait de la crise sanitaire, il y a une sorte d'amplification des tensions qui étaient déjà à l'œuvre entre les pays et les puissances. Cette accélération s'est traduite par la montée de nouvelles menaces (cyberattaques, manipulation de l'information) et une désinhibition des comportements de la part de puissances mondiales ou régionales : ce qui n'était pas possible il y a encore quelques années le devient comme une frégate turque menaçant une frégate française engagée dans une opération de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord). Les rivalités économiques ont été exacerbées notamment entre la Chine et les États-Unis. Un repli sur soi a été aussi constaté : les frontières se fermaient à toute vitesse sans aucune concertation même au sein de l'Union européenne avec la tentation de garder tout ce que l'on avait. Cependant, on a aussi vu des comportements assez extraordinaires de pays européens qui ont ouvert leurs hôpitaux pour accueillir des patients qui nécessitaient absolument d'être pris en charge.

Nous voyons émerger sur la scène internationale une mondialisation avec des frontières nationales, constate Suzanne Berger. Le dilemme consiste à savoir comment maintenir ce monde aussi ouvert que possible. Les frontières s'élèvent aux limites de toutes les économies avancées or pratiquement tous ces pays adoptent des politiques industrielles à grande échelle. Cependant, par définition, la politique industrielle soutient les entreprises, les travailleurs nationaux, l'innovation nationale et les préférences nationales. Elle crée donc inévitablement des barrières frontalières pour empêcher la libre circulation des idées, des personnes, des capitaux, des biens et des services et cela même en l'absence de nouveaux tarifs ou de quotas.

La crise de la Covid-19 a révélé des faiblesses reconnaît Michel Barnier. L'Europe n'a pas été capable d'anticiper. Bruxelles va tirer les conséquences de cette impréparation par davantage de prévention et aussi de préparation des réponses. Il y a quand même des bonnes nouvelles : le choix européen de mutualiser la question des vaccins était conforme aux valeurs européennes et, pour la première fois, les pays européens ont décidé d'emprunter ensemble pour investir ensemble.

Cette crise a fixé des priorités : la santé, l'environnement et la lutte contre



les inégalités, observe Rodolphe Saadé. Cependant, on note également une augmentation de la souveraineté de certains pays. Il faut prendre garde à ce que cela n'ait pas un impact négatif sur le commerce mondial.

Trois facteurs ont joué un rôle dans la montée en puissance des politiques industrielles, analyse Suzanne Berger. C'est, premièrement, une réponse au populisme et à la demande publique d'un rôle plus actif de l'État pour garantir des emplois et une certaine sécurité du mode de vie. Deuxièmement, ces politiques répondent à la concurrence chinoise dans les secteurs très avancés de l'innovation, la communication, l'intelligence artificielle, l'informatique quantique, la robotique. L'inquiétude que suscite l'avancée de la Chine dans ces secteurs est d'autant plus importante que ce sont ceux où convergent les technologies civiles et militaires. Toutefois, le facteur le plus important a été la pandémie. Tout le monde a pris conscience de la fragilité des chaînes d'approvisionnement. Or pour les rendre plus résilientes, il était évident que l'État devait entrer en jeu.

Le fait qu'il y ait désormais une volonté de politique industrielle en Europe est une bonne nouvelle, assure Michel Barnier. Il reste que l'Union européenne est devant une question politique : est-ce qu'elle veut être un acteur global pour participer au dialogue multilatéral et ne pas être un sous-traitant ou sous influence ? Elle a bien fait de co-construire un super marché. C'est davantage qu'une zone de libre-échange, c'est un écosystème complet. C'est d'ailleurs la principale raison pour laquelle les Américains ou les Chinois nous respectent encore. Il est vital que l'Europe ait l'ambition d'être un acteur global, une puissance géopolitique. Il y a aujourd'hui quatre pays européens dans le G10 : l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie. En 2050, il ne restera plus que l'Allemagne. Si nous n'appuyons pas ensemble sur ce qui est notre principal atout, le marché unique, nous devenons spectateurs de notre propre destin. Si nous ne sommes plus à la table, nous ne sommes plus capables de participer à ce dialogue ou à cette confrontation pour défendre nos valeurs, nos intérêts, notre stratégie industrielle, et simplement notre liberté et notre indépendance.

La question clé qu'il faut se poser consiste à savoir si l'on va gagner plus que ce que l'on a perdu dans la décennie à venir, résume Sven Smit. Il n'y a pas de modèle adéquat pour décrire ce qui s'est passé sur l'économie. L'année dernière, la récupération était rapide. Il y a eu des accélérations dans le domaine du numérique, du commerce en ligne. Si l'on regarde l'histoire des reprises après de grandes crises, on constate qu'il y a eu des relances où l'économie augmentait de 50 % en une décennie et d'autres de 10 %. Aujourd'hui, il faut décider vers quel avenir on se dirige. Une augmentation de 50 % serait meilleure pour la durabilité, l'inclusion et la prospérité de tous. Il y a une possibilité d'obtenir

cette croissance. Les signes sont là. On va pouvoir donner à chaque individu sur la planète 10 années supplémentaires de qualité de vie. Mon espoir est que dans 10 ans, lorsque l'on regardera en arrière, on se dira ce n'était pas une dépression de la Covid-19 mais une accélération.

Une étape décisive a été franchie dernièrement avec la taxation internationale des multinationales mais il faut maintenant s'entendre sur les conditions de mise en œuvre pour réduire les possibilités d'optimisation fiscale, signale Florence Parly. Il ne s'agit pas d'un miracle qui est arrivé comme cela, c'est le fruit d'années d'efforts, de combats. C'est un travail qui a mobilisé beaucoup de pays. Cela a été rendu possible parce qu'il y a eu un dialogue politique qui s'est renoué mais nous partions de loin. Il fallait faire quelque chose sur la fiscalité, confirme Philippe Aghion. Mettre le débat au niveau international pour taxer les plus-values excessives, les services financiers, imposer des taux minimums peut permettre d'aller très loin. C'est le bon bout par lequel il faut prendre la question de la fiscalité.

La question est désormais de savoir quel sera l'impact de ces règles sur les pays en voie de développement, sur les économies émergentes, s'inquiète Suzanne Berger. Est-ce que, finalement, s'ils ne peuvent pas utiliser les stratégies que, par exemple, l'Irlande a utilisées pour attirer des activités, cela va les désavantager ?

Il est bien que nous ayons cette fiscalité minimale, assure Michel Barnier qui espère qu'il sera possible d'imaginer dans la foulée une taxe sur les services financiers. Si on voulait trouver de l'argent pour faire face à la pauvreté en Afrique et au défi climatique, on aurait besoin d'une taxe comme celle-là. Cependant, cela passe par un changement de la règle de l'unanimité. Ce n'est donc pas forcément pour demain. Or, nous allons subir une hausse des températures de 2 à 2,5°C dans les 40 années qui viennent si nous ne faisons rien. La responsabilité et le courage politique consistent à dire qu'il faut se préparer aux changements consécutifs à l'évolution du climat pour ne pas les subir complètement.

Personne ne peut contester le fait que dans les conséquences de la crise que nous devons gérer la question du réchauffement climatique doit plus que jamais trouver une réponse accélérée, atteste Florence Parly. C'est un des objectifs de l'Union européenne que de permettre aux États, à travers les financements issus du plan de relance, de mettre le paquet sur des investissements qui auront un impact positif en termes de ralentissement du réchauffement climatique. Personne ne peut non plus contester le fait qu'il faut faire plus et plus vite.

Les entreprises n'innovent pas spontanément dans le vert, déplore Philippe

Aghion. Si elles ont beaucoup innové dans des technologies polluantes dans le passé, elles ne vont pas spontanément se réorienter. Il faut donc réorienter le changement technique vers les technologies vertes. Cela se fait avec plusieurs moyens : la taxe carbone, la subvention à l'innovation verte et la politique industrielle verte. Il y a un autre outil : la société civile, les consommateurs et la finance verte. C'est vraiment le triangle entreprise, État, société civile qui est au cœur de la bataille pour gagner l'innovation verte.

Il faudrait rajouter un quatrième coin à ce triangle : le budget européen, argue Michel Barnier. Le programme de recherche est extrêmement important car il favorise les fertilisations croisées, le travail en commun. De plus, les Britanniques ont accepté d'y participer. Si l'on veut être intelligent, on a besoin de coopérer avec la puissance d'innovation des universités et des laboratoires anglais.

Du point de vue d'une entreprise, ce qui est important, c'est surtout l'action, affirme Rodolphe Saadé. On peut discuter de lois et de taxes mais finalement, si l'on ne prend pas des actions de manière collective pour protéger l'environnement, l'été prochain, on sera toujours là en train de parler du même sujet. L'industrie du transport maritime bouge sur ce sujet, que ce soit au niveau des navires qui sont propulsés au LNG (*Liquefied Natural Gas*) ou des entrepôts à énergie positive. CMA CGM est allé plus loin en disant qu'ils n'utiliseront pas la route maritime du Nord.

La question de l'innovation est absolument vitale pour les Européens, confirme Florence Parly. Il faut donc que nous comprenions combien ce que nous faisons dans le cadre de la recherche, de l'enseignement supérieur, dans le domaine civil, doit s'articuler de façon intelligente avec les efforts réalisés dans le domaine militaire. Une deuxième articulation est aussi vraiment très importante : lorsque l'on parle de nucléaire, d'équipements militaires, on parle de temps très long. On fait des investissements à 40 ans. Il faut absolument rester connectés à l'innovation de très court terme. Il faut donc que ces grands programmes de recherche et d'armement puissent s'appuyer sur un substrat d'entreprises, de start-ups qui ont un cycle de développement qui n'est absolument pas le même que celui des laboratoires de recherche universitaires. Tout cela a un coût. Les Européens commencent à investir. Le fonds européen de défense vient d'être créé. Maintenant, il faut que cet effort soit poursuivi dans la durée. Surtout, il ne faut pas perdre le bénéfice d'autres investissements qui sont réalisés ailleurs et qui doivent être faits avec synergie car celle-ci est fondamentale sinon c'est de la dispersion et du gaspillage d'efforts budgétaires.

L'Europe a également un problème qu'elle doit régler collectivement : la rentabilité moyenne de ses entreprises est significativement moins élevée

que celle des entreprises américaines, constate Sven Smit. Si elle ne règle ce problème que par des subventions, cet argent va aller aux États-Unis. Il faut créer des incitations au niveau des profits.

Il faudrait construire en Europe un système d'investissement institutionnel équivalent au système américain pour financer la recherche fondamentale mais nous en sommes encore loin, observe Philippe Aghion. Il faut aussi créer les DARPA. Cependant, l'été dernier, certains pays européens ont vraisemblablement poussé pour rogner sur la recherche.

Sans financement à grande échelle de la recherche fondamentale, cela ne vous servira à rien d'avoir une DARPA, affirme Suzanne Berger. Aux États-Unis, la coopération entre le public et le privé a, certes, permis le développement rapide des vaccins à ARN messenger et des technologies de production pour les fabriquer. Cependant, rien de tout cela n'aurait été possible sans la recherche fondamentale en génomique menée dans le laboratoire de l'université de Pennsylvanie depuis 2005.

Il y a toujours débat lorsqu'il faut se mettre d'accord sur le budget européen, tempère Michel Barnier. Celui de la recherche a cependant été préservé. Cela était d'autant plus nécessaire, que plus on s'éloigne de la recherche fondamentale, où nous sommes pilotes avec des outils comme le CEA (Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies) ou le synchrotron, pour aller vers l'industrialisation, plus les choses nous échappent. Cela n'est plus possible. Il faut un courage politique pour décider d'investir ensemble dans l'esprit de ce que l'on a déjà fait à la suite de la Covid-19. On se serait bien passé de cette crise qui a été violente, qui a provoqué beaucoup de morts, de détresse et de solitude. Il faudra rembourser la dette, avec beaucoup de temps, mais il faudra le faire. En revanche, c'est le moment de mettre des idées nouvelles dans le débat, au niveau européen et national, sur ce que peuvent être les nouveaux outils et critères de gouvernance du budget européen et des économies européennes rassemblées dans le marché unique et dans la monnaie unique.

# LA COOPÉRATION INTERNATIONALE MISE À L'ÉPREUVE

---

**COORDINATION** Pierre Dockès, Le Cercle des économistes

**CONTRIBUTIONS** Jennifer Hillman, Council on Foreign Relations  
Dominique Moïsi, IFRI  
Louise Mushikiwabo, Organisation Internationale de la Francophonie  
Jean Viard, CNRS

**MODÉRATION** Sabine Delanglade, Les Échos

---

## Propos introductifs de Pierre Dockès, membre honoraire du Cercle des économistes

Que la coopération internationale soit à l'épreuve, particulièrement le multilatéralisme, on l'observe tous les jours. La politique de Donald Trump a été un premier révélateur en l'attaquant sur tous les terrains, du climat au commerce, à la dissémination nucléaire, etc.

Si on en doutait, l'épidémie de la Covid-19 a montré que l'égoïsme des nations est toujours à l'œuvre. Cela a été évident dès le début avec les masques, les respirateurs, avec la fermeture des frontières, et cela s'est encore accentué avec les vaccins, et ça rebondit avec le variant Delta. Observons que cet égoïsme ne sévit pas seulement entre adversaires, mais entre les meilleurs amis comme on a pu l'observer avec les interdictions d'exportations de vaccin.

Les relations internationales restent donc fondamentalement un état de nature hobbesien. Mais, comme Hobbes l'avait noté, cet état de nature n'est pas un état de guerre permanent. Il y a des accords, des pactes et des traités de commerce, mais ces accords ne tiennent pas car il leur manque l'enforcement face à la méfiance spéculaire, à l'égoïsme des nations, surtout lorsqu'il s'agit d'intérêt vitaux.

La crise de la coopération internationale n'est pas tant celle des accords bilatéraux ou multilatéraux comme pratique de tous les temps, elle est celle du multilatéralisme comme volontarisme idéaliste. Sans doute s'agit-il d'une utopie dans cet état de nature qu'est le monde, mais c'est une utopie concrète

devenue encore plus indispensable à l'heure des épidémies et du réchauffement climatique.

Le multilatéralisme est né de l'espérance universaliste des Lumières. Le cosmopolitisme kantien a inspiré l'utopie wilsonienne de la Société des Nations en 1919 (c'est le terme employé par Kant), puis les Nations unies et toutes les institutions onusiennes après 1945. D'ailleurs c'est à la suite de Grandes guerres que s'opère la marche en avant vers le multilatéralisme, et sous la direction des vainqueurs, et c'est l'oubli de la catastrophe qui le fait entrer en crise.

Il est facile aux « réalistes » de manifester du scepticisme face aux constructions multilatérales. Mais il faut retourner l'argument. L'étonnant est que dans « ce monde de brutes », les résultats aient été aussi positifs dans tant de domaines. Le commerce bien sûr, la santé, l'éducation et la culture, la régulation financière, le climat depuis le protocole de Kyoto et la COP 21. Chaque fois que l'on se trouve en présence d'externalités planétaires, positives ou négatives, il n'existe pas d'autres solutions acceptables que le multilatéralisme, les négociations internationales et les compromis. La catastrophe est bien là avec l'épidémie de la Covid-19 : il faut vacciner les populations des pays pauvres en rejetant l'égoïsme à courte vue puisque c'est aussi la sauvegarde des pays riches. En ce qui concerne la catastrophe climatique en cours, c'est tout aussi évident. Il ne suffit pas de dire que le *free riding* est criminel, il faut trouver les moyens de le réduire par des systèmes de sanctions, d'ostracisation, de subventions ...

Si la coopération internationale est à l'épreuve, c'est aussi que le monde change et que la coopération doit changer. Prenons le cas du multilatéralisme en matière commerciale. Depuis 1945, avec l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), puis l'OMC, tout l'effort de coopération internationale est orienté vers le libre-échange, les marchandises, les services, les flux financiers, les investissements, toujours plus de liberté, toujours moins de contraintes. Or, dès 1997, Dani Rodrik écrivait « la mondialisation est allée trop loin ». L'entrée de la Chine dans l'OMC en 2001 lui a fait faire un nouveau « bond en avant ». Aujourd'hui le moment est venu d'un *globalization backlash*, d'un libre-échange raisonnable. Or le risque évident est que des doses modestes de protectionnisme précipitent une course aux rétorsions et qu'on se retrouve comme en 1930 après le tarif Smoot-Hawley des États-Unis dans une situation de guerre commerciale, puis – après la dévaluation anglaise l'année suivante – de guerre des changes, avec une fermeture non voulue et catastrophique.

Il faut donc que la communauté internationale gère collectivement le recul pondéré et ciblé, le recul de la mondialisation comme elle a géré ses avancées. Il s'agit donc de déterminer les secteurs vitaux, les conjonctures spécifiques

autorisant le recours à des mesures de souveraineté afin d'éviter la course aux extrêmes. Les États-Unis ont évidemment un rôle central à jouer, ils se doivent d'être le moteur de cette nécessaire évolution du multilatéralisme.

### Synthèse

Il n'est pas exclu que le monde soit à la veille d'un grand bond en arrière en termes de coopération internationale et de multilatéralisme, convient Dominique Moïsi. D'autant que, sur le plan sanitaire, la guerre n'a pas encore été gagnée.

La crise liée à la Covid-19 a surtout accéléré les tendances plutôt que créé des nouveaux schémas, tempère Jennifer Hillman. Son effet sur le commerce mondial est beaucoup moins prononcé que celui de la crise financière de 2008-2009. Le plus grand impact de la pandémie a été d'exacerber les alliances régionales. L'Asie, l'Amérique du Nord et l'Europe ont travaillé de façon très indépendante. Les pays européens ont fait les choses ensemble. Les liens entre les pays asiatiques se sont renforcés. Idem pour les États-Unis. Il y a eu beaucoup d'accords régionaux de commerce à l'instar du partenariat passé entre la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et tous les pays de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) pour préconiser les échanges entre ces pays. Il y a donc une accélération marquée du régionalisme.

Par ailleurs, il y a aujourd'hui une coexistence entre deux agendas de politique internationale, observe Dominique Moïsi : un agenda nouveau, celui de la lutte contre le réchauffement climatique et contre les pandémies, et un agenda classique, qui revient avec force et violence, qui est celui de la compétition de puissance entre les grands de la planète, avec une forme de nouvelle guerre froide bipolaire entre les États-Unis et la Chine. Si l'arrivée de Joe Biden au pouvoir a permis à l'Amérique de repartir dans une dimension plus classique de son internationalisme, elle coïncide avec un moment où la Chine s'enfonce dans un nationalisme de plus en plus agressif et ombrageux, suivie en cela, comme son ombre, par la Russie de Vladimir Poutine. Cette cohabitation difficile entre ces deux agendas classique et contemporain se fait au moment où le multilatéralisme devient indispensable et où le nationalisme s'impose (sanitaire, vaccinal). Comment concilier ces deux agendas ? Le premier imposerait de travailler ensemble dans un contexte multilatéral, mais le second rend cette coopération infiniment plus difficile.

Les lignes entre la sécurité nationale et la sécurité économique s'estompent,

confirme Jennifer Hillman. Le président Trump avait mis en place des barrières douanières sur l'acier au nom du protectionnisme et de la sécurité nationale. Beaucoup de pays dans le monde sont mal à l'aise sur la question de la dépendance vis-à-vis de la Chine concernant les produits pharmaceutiques et les équipements de protection individuelle. La Chine est devenue le plus grand exportateur de produits liés à la Covid-19. Ses exportations se sont chiffrées à 105 milliards, soit deux à trois fois plus que celles de 2019. Le commerce des produits médicaux est très concentré. Les 10 plus grands pays assurent les trois-quarts de la production. De nombreux gouvernements disent qu'ils ne veulent pas dépendre de la Chine ni des autres en dehors de leurs frontières. Les pays veulent développer leur autosuffisance.

Pour l'instant, le monde est dans la contingence, analyse Jean Viard. Il n'a pas encore pris conscience qu'il vit un moment important de l'histoire de l'humanité. Quand 5 milliards d'hommes s'enferment chez eux, mettent des masques, essaient de protéger les plus vieux, les plus gros, les plus malades, ce n'est pas pour sauvegarder le modèle économique, mais les humains en quelque sorte les plus improductifs. En termes humanistes, cela n'a jamais été fait sur Terre, et il n'est pas sûr que cela se refera jour. Ce qui restera, c'est cette immense rupture, cette tragédie créatrice, même si, en ce moment, les gens n'ont pas envie de sortir de ce cocon de protection. Il faut donc accepter cette idée qu'il s'agit d'une des grandes ruptures qui va fonder le XXI<sup>e</sup> siècle. Que l'on soit dans un pays pauvre, riche, développé ou pas, tout le monde a acté que l'homme n'est pas maître et possesseur de la nature. Il est essentiel de le comprendre, car cela ouvre vers une époque complètement différente.

À la sortie de cette crise, il faudra absolument décider de faire les choses différemment, affirme Louise Mushikiwabo. Il n'y aura pas d'autre choix que de repenser, d'innover dans la manière de travailler entre les pays, car leur interdépendance est réelle. Il faut répondre à cette interdépendance en anticipant, en changeant les règles et surtout en acceptant d'être agile. Les États seuls ne sont pas capables de gérer les problèmes tels que ceux qui ont émergé avec la crise sanitaire. La gouvernance mondiale devra être repensée à deux niveaux : son action devra être focalisée sur le bien-être du simple citoyen, et des partenariats différents devront être mis en place. Cependant, le monde multilatéral n'est pas très friand de changements.

Plus que jamais, il faut repenser le système multilatéral, confirme Jennifer Hillman. Il faut réfléchir à la façon dont l'OMC peut apporter de la transparence, des règles et des valeurs partagées dans le système de commerce. Ce ne peut pas être fait de façon régionale. Il faut donc réformer et donner un coup de fouet à l'OMC afin que celle-ci puisse jouer le rôle qui lui est dévolu. Lorsqu'elle a été



créée, sa raison d'être était de travailler sur le principe de non-discrimination. Il lui faudra trouver un nouveau but, un nouvel objectif. Il lui faut un projet commun, notamment sur la question du développement durable. Cette notion devra prendre en considération le traitement des travailleurs afin de ne plus pouvoir faire du commerce avec des pays où la main d'œuvre est malmenée. Tous les membres de l'OMC doivent donc adopter cette bascule.

Quant aux organisations, telles que l'Organisation Internationale de la Francophonie, elles devront de plus en plus jouer le rôle de catalyseur, augure Louise Mushikiwabo. Elles devront être de plus en plus des créatrices de passerelles entre les pays, les régions. Elles le font déjà, mais pas suffisamment. Louise Mushikiwabo ne sait pas si cela consiste à faire un bond en arrière. Cependant, elle voit un monde qui devra aller de plus en plus vers une improvisation intelligente, une agilité et un souci de répondre aux questions.

Cette crise a démontré que l'homme pouvait changer ses comportements culturels, modifier ses habitudes et faire des choix uniformes quel que soit le système politique, se réjouit Jean Viard. D'ailleurs, deux régimes ont été efficaces – les démocraties et le totalitarisme chinois –, tandis que les populismes ont été lamentables.

C'est la première fois que le monde entier se mobilise ensemble, que le G20 et le G7 soutiennent le Fonds monétaire international dans son travail sur la dette des pays les plus pauvres ou les moins avancés, se réjouit Louise Mushikiwabo. Aujourd'hui, le multilatéralisme c'est quand les États se mettent autour de la table et essaient de trouver des solutions aux problématiques du monde alors que celles-ci sont bien au-delà de leurs capacités. Ce n'est d'ailleurs pas qu'une question de capacité mais aussi « d'inclusivité ». Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la Société financière internationale doivent davantage s'ouvrir aux capitaux privés pour aller vers ces pays qui n'ont pas autant de fonds à décaisser pour des aides à l'industrie ou à l'hôtellerie. Il est dans l'intérêt de tout le monde d'anticiper, de ne pas passer trop de temps à réfléchir à comment le faire mais à commencer à le faire.

Le monde est face à un nouveau tournant, prédit Jean Viard. Il a désormais un nouveau commun planétaire qui est la lutte contre le réchauffement climatique, alors que, depuis 200 ans, le commun était le progrès. Il semble que les hommes aient compris que l'on ne peut pas se sauver les uns sans les autres. Il y a cependant un point important : le premier lien entre les humains est devenu virtuel. Il faudra se battre pour garder du réel. Les liens dans les familles, au travail ont été bouleversés : 50 % des emplois sont passés en virtuel dans les grands pays développés, 2,5 millions de Français ont déménagé, 1 million de couples ont explosé en France. Ces bouleversements gigantesques

touchent donc aussi bien l'intime que l'imaginaire du monde à construire. Avant, il y avait un affrontement : le triomphe du libéralisme contre la défense populiste et nationaliste des milieux populaires délaissés. Maintenant, tout le monde a compris qu'il faut coopérer avec des frontières. Un nouveau fondateur culturel a été construit : l'alliance de la coopération et de la frontière. C'est mai 68 puissance 30. C'est une rupture culturelle.

Comparer ce qui s'est passé avec mai 68 est dangereux, tempère pour sa part Dominique Moïsi. Cela consiste à aller dans le sens de ceux qui pensent que le monde va peut-être revenir à ses péchés naturels. Il y a des raisons de craindre cette évolution. Non seulement cette crise n'aura pas changé l'humanité pour le mieux, mais elle risque de l'inciter à aller vers le pire. À son sens, si la Covid-19, un jour, peut être regardée avec distance, les historiens considéreront qu'elle a été un accélérateur de tendances qui étaient déjà présentes. À partir de là, il est évident que si les pays ne collaborent pas ensemble, ils mourront ensemble. Le monde d'aujourd'hui se retrouve confronté à un défi qui était celui de l'Europe d'hier au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle : la guerre de Trente ans, la peste, les famines. L'Europe se suicidait. Prenant conscience de ce suicide, elle a dit qu'il fallait faire la paix. C'est ce qu'elle a fait en 1648 avec le traité de Westphalie. Le monde d'aujourd'hui est confronté à ce même dilemme. Aura-t-il l'intelligence de survie qu'ont eue ses ancêtres au XVII<sup>e</sup> siècle ? C'est toute la question.

# QUELS RISQUES GÉOSTRATÉGIQUES SANS INSTANCE MULTILATÉRALE FORTE ?

---

**COORDINATION** Laurence Boone, OCDE / Le Cercle des économistes

**CONTRIBUTIONS** Anne-Laure Kiechel, Global Sovereign Advisory  
Ivan Krastev, Center for Liberal Strategies  
Svetlana Lukash, Sherpa G20, Fédération de Russie  
Hubert Védrine, Ancien Ministre des Affaires étrangères, France  
Huiyao Wang, Center for China and Globalization

**MODÉRATION** Liz Alderman, The New York Times

---

## Propos introductifs de Laurence Boone, membre du Cercle des économistes

Il est possible de constater que le clivage Est/Ouest est toujours d'actualité et que les fractures ont assez peu changé. Néanmoins, les sujets, qui évoluent, n'ont peut-être pas été assez abordés, comme la gouvernance mondiale pour la santé, qui a mis en exergue les difficultés de coordination et de dialogue. 80 % de la population mondiale n'est toujours pas vaccinée aujourd'hui, même si des milliers de milliards ont été dépensés pour soutenir les économies (alors qu'il faudrait environ « seulement » 50 milliards pour vacciner l'ensemble de la population mondiale). La spécialisation entraînée par les échanges commerciaux internationaux a très peu été évoquée. Elle est à l'origine de tensions dans la reprise, notamment sur les risques que cela peut peser sur les semi-conducteurs, puisque 80 % de la production est concentrée en Asie. Les inégalités entre pays n'ont peut-être pas été assez prises en compte, d'autant qu'elles vont se creuser avec cette pandémie. Enfin, la nouvelle guerre commerciale pointe et elle est en réalité technologique. Elle n'a pas non plus été abordée. Si rien n'est fait, la tentation du repli sur soi est grande.

Les sujets clés qui devront faire l'objet de discussions sont ceux de la gouvernance internationale sur lesquels des clivages existent et il faut que les pays arrivent à échanger :

- La santé : l'exemple européen montre que malgré des débuts compliqués, il est possible d'avoir des doses de vaccins qui sont les mêmes partout au même

moment dans tous les pays européens. Le pass sanitaire permet également de circuler. Au niveau mondial en revanche, les choses n'ont toujours pas avancé ;

- Le climat : le clivage Est/Ouest perdure, ainsi que le clivage Nord/Sud. Les pays du Nord s'étaient engagés à verser 100 milliards par an aux pays du Sud pour la décarbonisation, mais cela n'a pas été fait. Un vrai clivage existe entre les pays, concernant les outils (le prix du carbone ou les réglementations) ;

- Le numérique et la technologie : c'est l'enjeu le plus crucial, car les systèmes de santé, le traitement du changement climatique et des données et leur transfert, en dépendent.

Pour ne pas que cet échange se termine par une note pessimiste, il convient de rappeler que plus de 130 pays se sont mis d'accord sur la façon de taxer les grandes multinationales. Cet accord international permet de faire en sorte que les entreprises qui échappaient à l'impôt grâce au numérique ne le puissent plus aujourd'hui, et paient leur juste parts d'impôts là où ils sont dus, ce qui est formidable.

### Synthèse

L'optimisme est de mise, car la situation permet de se poser la question du sens et offre des possibilités de reconstruction, se réjouit Anne-Laure Kiechel. Certes, les organisations multinationales ont failli sur le terrain, mais elles ont réussi également sur certains points. Face à la crise, l'Europe a su réagir, malgré un démarrage un peu long, et ce de manière massive. Mais les débours réels d'argent prennent du temps, du fait de la manière dont l'Europe est construite. Les institutions n'ont plus rien à voir avec le monde actuel : il faut déconstruire, trouver le sens et reconstruire, ce doit être considéré comme une possibilité d'envisager une construction nouvelle.

Il convient également d'examiner les problèmes à leur échelle. Les communs que sont la santé, l'écologie et l'environnement, doivent impérativement avoir des financements communs et une gouvernance mondiale immédiate et commune. La question de la vaccination contre la Covid-19 est un exemple : en Afrique, moins d'1 % de la population a reçu une double dose. Cette situation risque d'entraîner une nouvelle fermeture de frontières et des difficultés économiques. Certains sujets doivent se résoudre à l'échelle de la région, de la communauté ou de l'Union, et d'autres sujets sont à traiter au niveau national et souverain. Il faut examiner les étapes, modes de fonctionnement, gouvernances et financements. Dès que l'autonomie, la liberté et l'indépendance seront

retrouvées sur ces différents niveaux, les choses fonctionneront de façon plus ordonnée.

Les gouvernements auraient pu trouver un accord sur la nécessité de coopérer, pendant cette crise sanitaire, mais le niveau de solidarité entre les pays n'est finalement pas de nature à impressionner quiconque, observe Ivan Krastev. Certes, certains à l'échelle mondiale, ont peut-être pris conscience que le monde était le même pour tous. Pour autant, deux tendances se sont accélérées : une fragmentation (notamment des chaînes d'approvisionnement) et une polarisation géopolitique, qui oppose les États-Unis, l'Ouest, l'Occident et la Chine et qui va perdurer. Dans un monde où tout se focalise sur les États-Unis et la Chine, le risque est que des États façonnent leur environnement régional et que le protectionnisme se développe. La Turquie en est un exemple. Pour les multinationales, le monde va changer. La chaîne d'approvisionnement mondiale s'est révélée être plus résiliente que ce qu'il était possible d'imaginer avant la pandémie. Avec la fragmentation et la polarisation, les sociétés multinationales vont jouer la carte nationale, notamment dans le secteur technologique.

La nouvelle gouvernance a commencé à prendre forme, suite à la disparition du système de Bretton Woods, constate Huiyao Wang. La situation s'est améliorée et la Chine a connu un développement extrêmement rapide. Certaines tendances se dessinent, comme celle de regroupements régionaux en Amérique et en Asie, ce qui montre que le monde n'est pas si fragmenté. Une certaine coordination existe au niveau régional.

D'autre part, l'OMC (Organisation mondiale du commerce) a encore un rôle à jouer. Le commerce mondial a été multiplié par 5, voire 10. Il faut tenir compte de l'économie numérique. Davantage d'investissement à l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) et aux autres organisations internationales sont nécessaires. Le défi le plus important est la juste rémunération des travailleurs. La gouvernance internationale ne s'est pas développée assez rapidement pour faire face aux changements mondiaux. Il faut donc revoir cela. La Chine est souvent tenue pour responsable de tensions internationales, mais c'est une réponse facile de la part de la communauté internationale. Souvent, le problème est mondial alors que la réponse donnée est locale. Concernant la juste rémunération des travailleurs, la Chine adresse différentes questions. Elle compte s'impliquer de plus en plus dans le système international et multilatéral, augmenter ses contributions. 5 milliards ont été promis à l'OMS pour aider les pays pauvres. Il est possible d'agir.

Le multilatéralisme est un principe fondateur du système actuel et le dénominateur commun du monde d'aujourd'hui, indique Svetlana Lukash. Il faut des institutions transparentes, ce qui n'est pas encore le cas. La crise de

2008 a permis de refonder certaines d'entre elles. Au début de la pandémie, la gouvernance mondiale n'était peut-être pas à la hauteur, car les organisations internationales ne sont plus d'actualité : les pays ne partagent pas tous les mêmes valeurs. La démocratie, le libéralisme sont des valeurs partagées au sein des Nations Unies et d'autres organisations. Il est nécessaire d'agir ensemble, mais le système de gouvernance mondiale n'est pas suffisamment robuste. Les institutions internationales jouent un rôle central mais représentent un nombre limité de pays fondateurs, dont elles reflètent les positions. Ce cadre est trop rigide et la diversité n'est pas suffisante. Le monde actuel a besoin d'un autre modèle de gouvernance mondiale pour gérer les défis. Il faut des organisations qui représentent les États souverains afin de trouver l'équilibre entre mondialisation et souveraineté nationale. A cet égard, le multilatéralisme n'a pas été à la hauteur. L'action nationale efficace pourrait devenir une action multilatérale efficace. Il faut voir cette crise comme une opportunité pour construire un système plus durable et plus robuste.

Il ne faut pas idéaliser le multilatéralisme, qui est en réalité fantasmé, prévient Hubert Védrine. Le système très efficace mis en place par les États-Unis après la guerre est unilatéral. En outre, dans le discours européen, il est possible de constater des discours unilatéralistes.

De plus, la convergence est en réalité une croyance et n'est pas une idéologie globale. Il faut examiner quels sont les acteurs du monde réel et ne pas parler d'agrégats statistiques pour éviter les simplifications.

Si une gouvernance mondiale était mise en place aujourd'hui, elle serait américaine ou chinoise. Xi Jinping s'est exprimé clairement sur ce point dans le discours du centenaire du Parti Communiste Chinois. Elle pourrait également être sino-américaine, comme lors de la mondialisation débridée des 30 dernières années. En Europe, la gouvernance est pensée comme un système multilatéral idéal où chacun peut donner son point de vue avec un droit de véto. Or, cela ne fonctionne pas.

Un risque de tension existe, sans que cela ne soit une guerre, entre les États-Unis et la Chine au sujet de Taïwan, explique Hubert Védrine, pour répondre à une question du public sur un ouvrage récent<sup>1</sup>. Si un parti nationaliste émerge en Chine, avec une volonté de profiter des divisions de l'Occident, et lance une opération militaire sur Taïwan, même ponctuelle, les États-Unis sont dans l'obligation de l'empêcher. S'ils n'y parviennent pas, alors leur garantie individuelle perdra toute crédibilité, ce qui sonnera la désagrégation de l'ordre mondial, qui, malgré des changements, a tout de même survécu. Si un risque existe dans le monde, c'est à cet endroit, mais cela n'aura pas lieu, du fait de la retenue mutuelle programmée.

1 2034, A novel of the Next World War, Elliot Ackerman, Penguin Press, 2021.

Il faut avancer de façon pragmatique sur des points précis par des coalitions engagées, mais pas globalement, d'autant que les Européens n'ont pas les moyens d'imposer une gouvernance et ne parviennent toujours pas à se penser comme un acteur stratégique, souligne Hubert Védrine. Les questions écologiques sont, par exemple, des enjeux dont il faut se saisir et pour lesquels la coopération internationale est à mettre en avant, tandis que d'autres virus émergeront probablement.

L'Europe n'a jamais existé en termes d'entité sur la scène internationale et le décrochage est déjà en cours, précise Hubert Védrine, en réponse à une question du public. La situation n'a pas changé depuis 1949. Les Européens rêvent d'un monde économique idéal sous la protection des États-Unis et ne veulent pas d'une Europe puissante. Ce n'est pas un problème de traité, de procédure ou de mission, mais un problème mental. Ils ne parviennent pas à faire de l'Europe une puissance qui se fasse respecter. Les peuples demandent du social et ne se préoccupent pas des autres aspects. Les responsables politiques et économiques doivent avoir un langage plus brutal pour faire évoluer les choses mentalement.

Quand un chef d'État national se rend au Conseil européen, il pense « national » et non « européen », ajoute Laurence Boone, d'autant que la presse pose des questions nationales et non d'ordre européen. Il faut réussir à se dire que la souveraineté européenne, loin de l'amoinrir, rend plus forte la souveraineté nationale.

Le dollar est encore la référence de la monnaie, pointe Anne-Laure Kiechel.

La plupart des peuples européens n'ont pas admis l'idée que la souveraineté européenne était un plus, observe Hubert Védrine. Il faut donc les convaincre qu'elle s'ajoute.

Les peuples n'en voient pas forcément le bénéfice, explique Anne-Laure Kiechel. Rendre cela plus concret aura un effet d'entraînement. Il faut travailler sur des exemples concrets et mettre les choses en adéquation. Si la suspension de la dette par le G20 semblait une bonne initiative au début de la pandémie, elle a en réalité bénéficié à peu de pays et a permis de payer des intérêts privés. En outre, le FMI travaille sur l'allocation de 650 milliards supplémentaires aux pays, à qui il est demandé d'avoir des *fiscal targets* extrêmement sévères, dans un horizon très contraint. Le discours est incohérent, entre le fait de vouloir aider les pays d'une part, et de leur laisser le temps de s'adapter de l'autre.

La Chine nécessite de nombreux ajustements, mais il est possible d'être optimiste quant à une entente future pour arriver à des points de fonctionnement

## **QUELS RISQUES GÉOSTRATÉGIQUES SANS INSTANCE MULTILATÉRALE FORTE ?**

communs entre la Chine et le reste du monde, pense Huiyao Wang. La Chine est l'un des plus grands partenaires commerciaux du monde, dont va dépendre la stabilité économique du monde.



# AFFRONTER LA NOUVELLE DONNE DE LA MONDIALISATION

---

**COORDINATION** **Mario Pezzini**, Centre de Développement de l'OCDE / Le Cercle des économistes

**CONTRIBUTIONS** **Sachin Chaturvedi**, Research and Information System for Developing Countries

**Pierre Jacquet**, Le Cercle des économistes

**Cheikh Kanté**, Envoyé Spécial du Président de la République du Sénégal

**Justin Yifu Lin**, Institute of New Structural Economics, Université de Pékin

**Ibrahim Assane Mayaki**, NEPAD

**MODÉRATION** **Dominique Baillard**, RFI

---

## Propos introductifs de Mario Pezzini, membre associé du Cercle des économistes

Tout naît dans une blague d'Albert Hirschman, qui parle de deux personnes qui se rencontrent dans la rue, l'une disant : « Paul, cela fait longtemps que nous ne nous sommes pas vus. Tu étais petit et blond et maintenant tu es grand et brun. Que s'est-il passé ? ». L'autre de répondre « Excusez-moi, je ne m'appelle pas Paul », et le premier de déclarer « Tu as tellement changé, même ton nom ! ». Cela montre le rôle actif des obstacles à la perception du changement : l'attitude de ne pas reconnaître les diversités et les changements qui se sont produits, qui est assez significative des économistes. Nous devrions changer régulièrement nos lunettes, ou au moins nos verres.

Nous discutons de cela aujourd'hui en parlant de multilatéralisme. Dans un précédent débat lors de ces Rencontres Économiques, les participants ont convenu que notre système de coopération est inapproprié aujourd'hui pour faire face aux nouveaux défis globaux, y compris sanitaires. La Covid-19 a été un test de résistance important. Face à cette crise majeure, l'aide officielle au développement a seulement augmenté de 3 %, elle demeure donc dans sa dimension traditionnelle, ce qui est très faible et insuffisant pour faire face aux missions de la coopération, qui devraient être remplies selon nous. D'autres canaux que l'aide au développement traditionnelle ont été utilisés pour faire

face à l'urgence de la situation, ce qui justifie l'appel à une intervention et à une réforme significative du système.

Les raisons de ces mauvais résultats sont bien connues. Par exemple, il existe un problème de demande. Les États sont en conflit traditionnel avec les juridictions supranationales et continuent à se battre dans une logique westphalienne, c'est-à-dire nationale. Ils continuent donc à privilégier les relations bilatérales plutôt que multilatérales.

Mais il existe aussi un problème d'offre. Seule une analyse très incomplète rendrait exclusivement la politique intérieure responsable des inefficacités du multilatéralisme. La coopération internationale est également minée par la remise en question de ses objectifs mondiaux actuels et de ses modalités de gouvernance pour faire face au mécontentement. Mais il existe aussi un problème d'offre. Les acteurs, les objectifs et les modalités du système ont changé mais le système n'a pas pleinement reconnu ces changements.

Concernant les acteurs, la coopération d'il y a 60 ans était faite par le club des pays riches, ce qui est encore le cas de nos jours puisque le Comité d'aide au développement (CAD) ne regroupe que certains, pas même tous les membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), alors que le monde a vu apparaître la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud et le Brésil, pour ne citer que quelques exemples, comme autres acteurs de la coopération. Nos tables de discussions sont trop petites et non représentatives, ce qui soulève un problème de légitimité quand on réalise que le monde a tellement changé non seulement en raison de la décolonisation, mais aussi de la croissance économique spectaculaire des pays en développement au cours des dernières décennies. Entre 2000 et 2010, 83 pays avaient un taux de croissance de plus du double de celui des pays de l'OCDE, ce qui représente un tsunami assez important et c'est ce que nous avons appelé au Centre de développement de l'OCDE, il y a 10 ans déjà, un « déplacement de la richesse », qui ne comprend donc pas que la Chine. Concernant les objectifs, dans le passé il s'agissait de se focaliser sur la pauvreté extrême en donnant de l'argent pour les pauvres, censés être concentrés dans les pays les moins développés. Les organisations multilatérales ont souvent pensé qu'une fois que les pauvres auraient retrouvé un niveau de vie au-dessus du seuil d'extrême pauvreté, ils seraient durablement protégés via les mécanismes automatiques du marché, et ne retomberaient pas dans la pauvreté. Or, aujourd'hui la pauvreté extrême revient et il est aussi question d'une liste plus large de pièges qui ne peuvent pas être limités à l'extrême pauvreté et qui concerne les institutions, la productivité et l'économie informelle. L'aide financière ne peut donc pas être la seule réponse. Nous parlons d'ailleurs désormais d'objectifs de développement

durable et nous insistons sur l'importance de la capacité politique et du dialogue politique pour la renforcer.

Concernant les modalités, en se promenant dans le monde de la coopération internationale, nous entendons parler de coopérations triangulaires ou Sud-Sud, en tendant à les présenter comme des choses marginales dans le cadre de la coopération bilatérale traditionnelle. Nous pensons que nous nous amusons avec quelque chose d'innovant à la marge. En réalité, le changement est radical. Il ne s'agit pas seulement d'échanges monétaires, mais de discuter des politiques, de leur élaboration, de leur efficacité dans différents domaines, comme ce qu'ont fait les pays riches lors de la création de l'OCDE. La demande vient maintenant des pays en développement qui pourraient bénéficier d'une coopération multilatérale en étudiant les expériences respectives de leurs pairs.

Dans ce contexte, que pouvons-nous faire ? Changer l'ensemble du système multilatéral international a eu lieu dans le passé à la suite des guerres mondiales, ce qui est « singulièrement coûteux ». Il faut donc trouver une autre solution, plus sur un projet réformiste. Il existe plusieurs propositions à cet égard. Pascal Lamy parle de « polylatéralisme » et nous parlons « d'expérimentalisme multilatéral ». Il s'agit de trouver des sujets sur lesquels nous pouvons créer une coalition, d'y travailler entre acteurs, pas seulement étatiques et publics, de différents pays, de tirer des enseignements et voir s'il existe des possibilités d'extension et de réforme, du moins en partie, du système actuel. Les discussions suivantes aborderont ces sujets.

## **Synthèse**

C'est grâce à Jean-Hervé Lorenzi et Christine Lagarde que l'Afrique n'a jamais été abandonnée, que le consensus de Dakar a vu le jour à Aix-en-Provence et que Kristalina Georgieva a effectué son premier voyage en Afrique pour y rencontrer six chefs d'État et discuter des problèmes de croissance et de gouvernance mondiale, explique Cheikh Kanté. Christian de Boissieu a aussi participé à la valorisation du capital humain africain en travaillant sur les questions de formation. Mario Pezzini était au service du Centre de développement de l'OCDE qui compte 11 pays africains comme membres. Il a participé à l'élaboration de plans tels que le Plan Sénégal Émergent, le Plan de la Côte d'Ivoire, la réflexion en cours sur un nouveau modèle marocain de développement, et les stratégies de la Commission de l'Union africaine pour mettre en œuvre l'Agenda 2063.

L'idée d'utiliser les droits de tirage spéciaux (DTS) comme source de financement pour la croissance inclusive des pays africains, émise par le Président du Sénégal Macky Sall en 2016, a été confirmée lors du 20<sup>e</sup> Forum économique international sur l'Afrique qui s'est tenu 2021, rappelle Cheikh Kanté. L'objectif de cet instrument financier, créé par le FMI (Fonds monétaire international), doté de cinq devises (dollar, euro, livre sterling, yen et yuan) et bénéficiant d'un taux faible de 0,5 %, est de permettre à certains pays de stabiliser leur monnaie ou de la convertir en devises fortes pour financer leur programme de développement, et d'améliorer la place de l'Afrique dans la gouvernance mondiale. Un groupe d'experts a pensé à la mise en place d'un mécanisme africain de stabilisation, qui pourrait jouer une fonction de banque centrale pour racheter la dette africaine, afin de faire de l'Afrique une place financière connectée au monde, d'attirer les investisseurs, de créer des agences de notation et d'accéder aux capitaux à coûts réduits.

Depuis le début de la pandémie, le phénomène d'intégration régionale s'est accéléré sur le continent africain dans les réponses sanitaires et économiques, en dépit des fermetures de frontières et des limitations de mouvements. Dans le même temps, la capacité des États à faire face à ce type de crise a été remise en cause puisque la pandémie offre une vision très claire des actions et des inactions, impliquant une plus grande participation du secteur privé et de la société civile, constate Ibrahim Assane Mayaki. Ces deux mouvements de libération vont engendrer des types de gouvernance nouveaux, qui ne peuvent être anticipés puisqu'ils viendront du bas. L'Afrique se réinventera et aura une vision différente de la mondialisation. La globalisation a montré ses meilleurs et ses pires aspects durant cette période de crise sanitaire, et il est nécessaire de trouver un équilibre. Cela passera pour l'Afrique par l'intégration régionale et la libération des acteurs émergents pour réformer l'État, en comptant sur les entreprises et la société civile, et en agissant à court terme compte tenu de l'âge médian de la population africaine, établi à 19 ans.

Justin Yifu Lin souligne l'importance des zones économiques spéciales et de l'industrialisation en Afrique, en Asie du Sud, en Asie centrale et en Amérique latine. Les dix-sept objectifs du développement durable à atteindre d'ici 2030 sont souhaitables. L'industrialisation offrira des emplois générant des revenus appropriés qui permettront de sortir de la pauvreté, de la faim et de s'occuper de la santé. L'importance de cette industrialisation a été reconnue par tous les pays devenus indépendants dans les années 1960. Cependant, elle a échoué du fait de projets trop ambitieux dans des pays dont l'économie n'avait pas d'avantage concurrentiel, notamment en termes énergétiques. Les pays en développement, qui disposent d'une main-d'œuvre jeune et abondante, doivent se doter de stratégies de développement industriel à forte main-d'œuvre et

d'infrastructures électriques, routières et d'assainissement appropriées. Des dizaines de millions d'emplois seront ainsi à créer en Chine, qui devrait devenir un pays à haut revenu en 2025, mais aussi dans les pays d'Asie du Sud-Est notamment, qui ne disposent pas de ressources suffisantes. La solution pragmatique consiste à y créer des zones économiques spéciales dotées des infrastructures nécessaires pour développer l'industrialisation et créer ainsi un cercle vertueux aboutissant à une croissance dynamique.

La crise de la Covid-19 a soulevé de grands défis du développement et de la globalisation au niveau des institutions et du multilatéralisme, auxquels il s'agit de répondre collectivement, indique Sachin Chaturvedi. Il s'agit d'une part de voir comment la technologie peut regrouper les gens dans des systèmes très contraints et à travers la coopération multilatérale. D'autre part, il faut voir comment les économies émergentes, qui essaient de mettre en œuvre une intégration qui pourrait contribuer à une meilleure diversification, répondront au problème de règlementation transfrontalière, où l'action des institutions internationales sera significative. Les technologies financières sont importantes. Le régime de protection des données, la taxation et le financement pour l'intégration ont un impact sur l'ensemble de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique latine, qui seront les nouveaux acteurs de la mondialisation. Dans le contexte de la Covid-19, il existe des partenaires dans différents pays qui vont faire avancer les règles de la technologie et de la nouvelle mondialisation.

La mondialisation et sa gouvernance sont souvent confondues, souligne Pierre Jacquet. La mondialisation est caractérisée par l'interdépendance des nouvelles technologies de l'information et de la communication ou encore de la lutte contre les virus, qui ne connaissent pas les frontières. Les sujets économiques, sanitaires, climatiques, environnementaux n'appartiennent plus à des sociétés particulières, mais sont mondiaux. Un nouveau système de gouvernance est nécessaire, du fait de l'inadaptation de l'ancien cadre qui repose sur des règles mises en place après la Seconde Guerre mondiale. Ces règles ont ainsi conduit à un prosélytisme des pays du Nord vis-à-vis des pays du Sud et à une technocratisation de la vision du développement. Elles reposent sur des valeurs non prises en compte par les marchés, comme l'environnement, le climat, la biodiversité et les inégalités. Il s'agit désormais de remettre au premier plan l'appropriation par les pays en développement de leur destin et de réinventer un nouveau système de valeurs. Ce processus coûteux et difficile doit commencer dans les différentes sociétés tout en étant coordonné au niveau mondial. La solution passe par le retour de la grande politique et de la coopération, l'élargissement de la table des négociations et le développement de la reconnaissance mutuelle par une acceptation de ce que font les autres. L'aide au développement n'a pas échoué, même si elle doit être améliorée.

Les sommes d'argent importantes envoyées par la diaspora influent sur la stabilité sociale des pays en développement, indique Cheikh Kanté. Face aux limites de la mondialisation et aux dérives du capitalisme, un changement de paradigme est nécessaire. L'Afrique d'aujourd'hui n'a pas besoin d'aide, mais de partenariats solides, dans un contexte d'afro-optimisme caractérisé par des dirigeants, par une jeune génération et par des femmes qui savent ce qu'ils veulent. Il est nécessaire de se pencher sur l'histoire pour identifier des instruments qui ont servi pour résoudre les problèmes de dettes auxquels font face aujourd'hui les pays africains, comme l'Europe et l'Amérique auparavant. Guillaume d'Orange a créé la Banque d'Angleterre en 1694 pour refinancer l'économie très endettée du pays, et Louis XVIII a restauré la confiance des prêteurs en imposant le paiement de la dette publique en 1814. Le Plan de relance européen de 750 milliards d'euros fait par ailleurs penser à la démarche d'Alexander Hamilton pour résoudre la dette des treize colonies via la création du Trésor et de la Réserve fédérale.

Le spectre des partenariats entre l'Afrique et les pays du monde s'est considérablement élargi et de nombreux partenaires se sont spécialisés, constate Ibrahim Assane Mayaki. Mais l'Europe et l'Afrique étant voisins, le partenariat doit être revu pour s'adapter à leurs intérêts mutuels.

D'un point de vue géopolitique, Mario Pezzini s'inquiète quant au positionnement de l'Europe. Pour assurer son autonomie stratégique, le risque est de se renfermer dans l'idée que ses valeurs, qui ne sont pas communes même entre les pays européens, doivent être acceptées par les autres avant tout dialogue. Une coopération croissante avec l'Afrique et l'Amérique latine, fondée sur l'égalité des voix et les partenariats, est indispensable, y compris pour des raisons géopolitiques.

# L'UNION EUROPÉENNE A-T-ELLE PRIS UN SENS NOUVEAU FACE À L'ADVERSITÉ ?

---

**COORDINATION** Philippe Martin, Le Cercle des économistes

**CONTRIBUTIONS** Lykke Friis, Think Tank Europa  
Paul Jaeger, Russell Reynolds Associates  
Olivier Klein, BRED/ HEC  
Florence Ninane, Allen & Overy  
Pedro Siza Vieira, Ministre de l'Économie et de la Transition Numérique, Portugal

**MODÉRATION** Christian Schubert, FAZ

---

## Propos introductifs de Philippe Martin, membre du Cercle des économistes

Comment les différents pays européens ont-ils réagi à cette crise de la Covid-19 ? L'Europe a appris de ses erreurs, en particulier celles commises pendant la grande crise financière, et certains consensus se sont créés parmi les économistes pendant les 10 ans qui l'ont suivi. L'Europe a eu une réaction budgétaire très rapide commune, pas toujours coordonnée, mais très corrélée ; par exemple, en ce qui concerne le chômage partiel, cela n'a pas été coordonné, mais cela a été très corrélé. Pourquoi ? Parce qu'on avait appris que cela avait marché dans les pays qui avaient réagi sur le plan budgétaire, en particulier en Allemagne. Aujourd'hui, il n'y a pas de débat sur la réaction politique budgétaire ; les règles budgétaires ont été gelées, ce qui a permis de protéger les ménages et les entreprises, et d'éviter des problèmes de demande en sortie de crise. Le plan de relance effectué pendant la crise a permis de protéger à la fois l'offre et la demande.

Nous avons appris que l'un des enjeux face à une telle crise est qu'il faut réagir extrêmement rapidement, et de manière très forte. C'est ce qui a été fait sur le plan budgétaire et sur le plan monétaire. Par rapport à la crise de 2009, où il a fallu attendre 2012 pour que la Banque centrale européenne en prenne toute la dimension, se pose la question des *spreads*, de la divergence et d'un possible éclatement de la zone euro, il y a eu seulement une journée d'hésitation. Très rapidement il a été très clair qu'il fallait réduire à néant tous les risques en termes de divergence, par exemple en termes de *spreads*.

Le contexte macroéconomique est extrêmement différent, parce que d'un point de vue budgétaire et d'un point de vue monétaire, les réactions ont été extrêmement rapides. Il n'y a pas eu non plus de crise bancaire, même si une certaine inquiétude s'est exprimée au début de la crise ; en effet, une telle crise économique et sanitaire peut faire craindre une crise bancaire. Pourquoi cette absence de crise bancaire ? On ne le sait pas exactement ; la baisse des faillites de 30 % en France et dans beaucoup de pays européens est certainement l'une des raisons. Les réformes bancaires qui ont eu lieu après la crise financière sont également un point important, ainsi que la politique monétaire mise en place.

Le plan « Next Generation EU » n'est pas un plan de court terme, mais plutôt un plan à long terme. Cette crise met en exergue le retard de l'Europe par rapport aux États-Unis et à la Chine, dans plusieurs domaines de l'innovation, notamment dans le domaine de la santé. Ce grand plan au niveau européen ne comprend en effet pratiquement rien sur la recherche publique. L'ERC (*European Research Council*), à l'origine de deux des vaccins, n'a bénéficié d'aucune augmentation de budget. On observe également un décalage non négligeable entre le plan de relance américain et le plan de relance européen. Certes, il ne faut pas faire un copier coller du plan de relance américain en Europe, mais ce décalage va poser un certain nombre de problèmes, notamment l'aggravation des déséquilibres commerciaux entre les États-Unis et l'Europe (les États-Unis ont un fort déficit commercial par rapport à l'Union européenne). Structurellement, le déficit bilatéral d'un pays est le meilleur prédicteur des tensions protectionnistes et des attaques protectionnistes. Ce différentiel entre les plans de relance est donc un point d'attention.

Dernier point, des désaccords persistent à l'intérieur de l'Union européenne. Le plan de relance européen et les plans nationaux de relance n'ont pas aidé à réduire les déséquilibres intra-européens entre le Nord et le Sud : déséquilibres commerciaux et désaccords intellectuels profonds, en particulier sur la question des règles budgétaires. Une note du Conseil d'Analyse Économique préconise de s'attaquer à cette réforme des règles budgétaires, en particulier en abandonnant ce qui n'a pas du tout marché, c'est-à-dire les règles budgétaires de 3 % / 60 %, et en se concentrant sur ce qui est vraiment le point essentiel des problèmes de dette en Europe, c'est à dire la soutenabilité de la dette, point que des règles numériques homogènes pour tous les pays (3 % et 60 %) n'ont absolument pas réglé.

### Synthèse

La situation sanitaire a vraiment conditionné la situation économique et sociale, au Portugal comme ailleurs, explique Pedro Siza Vieira. Ce qui se



Le Portugal avec la Covid-19 et les variants est très proche de ce qui se passe au Royaume-Uni et en Europe centrale. Fin décembre, début janvier, le variant britannique s'est répandu dans le pays ; le nombre de cas a fortement augmenté, et il a fallu mettre en place un confinement extrêmement strict, ce qui a eu un fort impact sur l'économie. La situation s'est ensuite améliorée, tandis que celle de l'Europe centrale a empiré en raison d'autres variants. Depuis juin, en raison du variant Delta, le nombre de cas augmente à nouveau. Cependant, la vaccination progresse, et le nombre d'hospitalisation et de décès diminue.

Le Portugal, qui continue de vacciner à des taux importants, pourra gérer la Covid-19 de façon différente par rapport à l'année dernière, où les mesures étaient non-pharmaceutiques (confinements, arrêt de l'économie), et ont eu un impact important sur le PIB, du côté offre comme du côté demande. Au Portugal, comme dans d'autres pays, les impacts négatifs de cette contraction économique n'ont pas été aussi sévères que l'on aurait pu penser ; une fois les restrictions levées, l'économie a réagi très vite et la demande a augmenté. Cela a été possible parce que les impacts de cette crise ont été gérés de façon collective au sein de l'Union européenne, qui a réagi très rapidement ; la Banque centrale a libéré sa politique monétaire pour pouvoir assurer le flux d'argent vers l'économie, l'Europe a suspendu les restrictions budgétaires dans la zone euro, et l'emploi a été soutenu. Par ailleurs, les achats collectifs au niveau européen ont permis de faire avancer rapidement le programme de vaccination lors de cette deuxième partie de l'année.

L'accent a été mis sur la restauration du marché unique : libre mouvement des personnes grâce au certificat Covid, investissements pour la relance de l'économie européenne. Le marché unique est l'un des points les plus positifs de l'Union européenne, à la fois pour les citoyens et pour les entreprises. Une économie européenne florissante est nécessaire ; aucun pays ne peut survivre seul si le marché européen ne se porte pas bien. Ce sens nouveau endossé par l'Union européenne l'a renforcée. Celle-ci a la capacité d'accélérer le changement et de faire en sorte de relancer l'économie européenne (plus durable, plus numérique), afin de renforcer les compétitivités nationales et assurer le bien-être à ses citoyens.

Face à la pandémie, l'Union européenne a-t-elle pris un sens nouveau, une dimension nouvelle ? Oui, affirme Olivier Klein, qui souligne une avancée remarquable. La plupart des fonds (390 milliards d'euros) du plan « Next Generation EU » devront être dépensés entre 2021 et 2023, ce qui donne à ce plan une intensité plus forte que celui des États-Unis. La deuxième grande innovation concerne la dette communautaire qui va supporter ces dépenses.

La partie empruntée par les États sera remboursée par les États. La partie qui concerne les dons et les aides sera remboursée par des taxes ou des ressources propres à l'Union européenne (taxes CO2 aux frontières, taxes numériques, taxes plastiques).

Ces innovations vont-elles perdurer ou s'agira-t-il de *one-off*, c'est à dire d'un retour à l'état initial ? Cela dépendra de l'état des divergences entre les pays européens. Les divergences se sont aggravées considérablement depuis la grande crise financière : les divergences sur les PIB par habitant se sont accrues, les capacités industrielles ont divergé, les parts de marché à l'exportation mondiale ont divergé, les niveaux de formation initiale et professionnelle n'ont pas convergé, les gains de productivité se font toujours à des rythmes totalement différents, et le niveau des dettes publiques reste différent entre les pays du Nord et les pays du Sud. Ainsi, une solidarité ne sera pas possible si les pays du Sud ne font pas des efforts en matière de politique structurelle (investissements) pour augmenter le potentiel de croissance et diminuer ces écarts ; en effet, les pays du Nord ne vont pas en permanence accepter d'envoyer des subsides pour des pays du Sud qui ne feraient pas d'efforts. Par ailleurs, le plan « Next Generation EU » doit permettre de réduire les divergences, en conduisant des politiques différenciées suivant les pays. Enfin, la sortie des dettes va être déterminante, ainsi que le rythme de l'inflation, car en cas de hausse de l'inflation, les pays du Nord réagiront beaucoup plus vite que les pays du Sud.

Christian Schubert ne croit pas que l'Europe exige des réformes structurelles. Olivier Klein souligne au contraire que le plan « Next Generation EU » indique clairement que les aides ne seront données qu'en échange de politiques structurelles.

Christian Schubert fait observer qu'Angela Merkel a lancé son programme européen et a demandé un retour rapide des règles budgétaires en Europe. Olivier Klein confirme que les propos du président de la Deutsche Bundesbank, la Banque fédérale d'Allemagne, allaient dans ce sens.

Pour sa part, Pedro Siza Vieira ne pense pas que le plan « Next Generation EU » sera un mécanisme permanent. En effet, la réponse d'urgence prise par les gouvernements pour soutenir les emplois et les entreprises pendant la crise de la Covid-19 a été financée par les gouvernements nationaux eux-mêmes. Ce plan ne deviendra pas permanent, mais il y a des défis, et tous les pays européens doivent y faire face, de façon commune. Les entreprises européennes sont en concurrence avec d'autres entreprises à travers le monde ; pour être compétitives, elles ont besoin d'être soutenues.

Il est nécessaire de se mettre d'accord sur un instrument à utiliser en cas de crise, estime Philippe Martin, exprimant ainsi une position intermédiaire, entre un plan permanent et un plan *one-off*.

En ce qui concerne les règles budgétaires, il existe dans la zone euro une situation d'épargne excédentaire, rappelle Philippe Martin ; c'est donc le bon moment de faire des investissements d'avenir, que ce soit dans la transition écologique ou dans l'industrie. Il propose d'abandonner les règles de 60 % et 3 %, qui n'ont pas fonctionné, et de privilégier une règle qui donne des objectifs en termes de réduction de dette publique, sur un horizon de moyen terme de 5 ans, et en l'implémentant avec une règle en termes de dépenses nominales. C'est stabilisant d'un point de vue macroéconomique et c'est quelque chose de compréhensible par les citoyens. En effet, personne ne comprend les règles budgétaires actuelles, ce qui n'est pas normal d'un point de vue démocratique.

Aucun changement important n'a été observé au Danemark (l'un des « 4 frugaux ») du point de vue de la solidarité et de la crise de la Covid-19, note Lykke Friis. Le plan de relance a été signé sous pression, et n'a pas été soutenu par le peuple danois ; il n'a pas à être permanent, mais doit rester un *one-off*. Lykke Friis souligne deux points : tout d'abord, il faut s'assurer que l'argent mis de côté pour le plan de relance soit dépensé selon les règles, c'est-à-dire qu'il doit être alloué au changement climatique et à la transformation numérique. Par ailleurs, il faut réfléchir à la façon de construire une transaction qui va aider au changement de climat ; avoir de plus grandes ambitions en termes de changement de climat, de réduction d'émissions de carbone, peut être utilisé comme un échange acceptable pour les pays nordiques, et leur permettre un meilleur accès au marché unique. Il faudrait étudier cela d'un point de vue fiscal. Cependant, ce ne sera pas facile ; en effet, selon certaines enquêtes faites auprès du public, les Danois estiment que le Danemark a fait mieux que tous les autres pays en termes de gestion de crise, et qu'il est le premier à soutenir l'intégration européenne.

Florence Ninane explique que certains réclament plus de contrôle à l'extérieur de l'Union Européenne et moins de contrôles à l'intérieur. Elle tient à saluer la réactivité remarquable dont a fait preuve la Commission européenne en matière d'aides d'État, ce qui a permis à toute l'économie communautaire de tenir. Néanmoins, toutes les entreprises ne travaillent pas à armes égales au sein de l'Union européenne. La Commission européenne a publié l'année dernière un Livre blanc pour s'intéresser à ce phénomène de distorsions de concurrence, et suggérer un certain nombre de pistes de réflexion. La Commission européenne applique des règles de concurrence ; elle a par exemple interdit la fusion entre Siemens et Alstom en 2019, ce dont certains se sont émus, craignant

qu'empêcher l'émergence d'un leader mondial du secteur ferroviaire en Europe ne permette à la Chine d'attaquer le marché communautaire. Pour Florence Ninane, la réponse ne se trouve pas uniquement dans les règles de concurrence. Il est temps de dépoussiérer le système, de considérer une concurrence mondiale, et pas seulement communautaires, et se placer dans une analyse beaucoup plus prospective.

Ceux qui réclament moins de contrôles pour les entreprises communautaires craignent néanmoins les nombreuses acquisitions de start-up très innovantes par des géants du numérique ou dans les biotechnologies. Ces acquisitions concernent des entreprises qui ne font pas encore beaucoup de chiffre d'affaires, mais qui ont un énorme potentiel et ne sont pas contrôlées par les autorités. Sur ce point, la Commission a changé sa doctrine très récemment en acceptant de revoir certaines opérations à la demande des États membres.

Un autre sujet intéressant est le projet de règlement du *Digital Markets Act*, en cours de discussion au niveau communautaire, qui vise à imposer des règles assez contraignantes à certains *gate keepers* dans le secteur du numérique. Florence Ninane s'interroge sur la capacité de l'Europe à ne pas décourager cette innovation, à ne pas décourager les entreprises communautaires d'atteindre ces effets de seuil critique, qui sont très importants pour permettre à une forte concurrence européenne d'émerger.

Les citoyens français expriment à 62 % une insatisfaction contre leur gouvernement sur la gestion de la crise, mais ont beaucoup plus de mansuétude à l'égard des institutions européennes, note Paul Jaeger. Le sentiment européen a progressé de façon tout à fait significative. En France, la confiance dans les institutions européennes a gagné 10 points depuis 2020 ; 83 % des Français voudraient que l'Europe ait davantage de moyens pour traiter les crises. Les Français soutiennent très massivement les grands thèmes européens : 70 % sont en faveur du renforcement de l'euro, 65 % en faveur du renforcement des règles de commerce, 71 % en faveur d'une défense européenne, 65 % en faveur d'une politique européenne sur les migrations, et 71 % sur l'énergie. Le seul sujet sur lequel les Français restent tièdes est le sujet de l'arrivée de nouveaux pays dans l'Union européenne.

Le *leadership* dont les institutions européennes ont fait preuve est absolument remarquable, souligne Paul Jaeger ; il montre que l'Union européenne, face à l'adversité, a su réagir de façon nouvelle. Les grands leaders européens ont fait preuve de *leadership* sur 4 points fondamentaux :

- Dans la prise en compte des systèmes de décisions multiples et dans la façon de gérer les relations avec les membres et avec les régions ;

## **L'UNION EUROPÉENNE A-T-ELLE PRIS UN SENS NOUVEAU FACE À L'ADVERSITÉ ?**

- Dans la vision à long terme ;
- Dans l'importance donnée à l'innovation, que ce soit sur les tests, les vaccins, ou sur les questions digitales ;
- Dans la prise en compte des parties prenantes, en faisant des plans de relance des projets inclusifs.

Ce leadership remarquable ne s'explique pas seulement par les sommes extrêmement importantes débloquées dans le plan « Next Generation EU » mais aussi parce qu'il y a des règles, votées démocratiquement, qui veillent notamment à ce que les fonds alloués soient compatibles avec les efforts opérés sur le climat ou sur la transformation digitale.

# RÉAFFIRMER LE PARTENARIAT FRANCO-ALLEMAND

---

**COORDINATION** Hippolyte d'Albis, Le Cercle des économistes

**CONTRIBUTIONS** Peter Altmaier, Ministre fédéral de l'économie et de l'énergie, Allemagne  
Guillaume Faury, Groupe Airbus  
Bruno Le Maire, Ministre de l'économie et des finances

**MODÉRATION** Elizabeth Martichoux, Le Cercle des économistes

---

## Propos introductifs d'Hippolyte d'Albis, président du Cercle des économistes

Le fait que le couple franco-allemand semble fonctionner de manière efficace depuis une période assez longue désormais constitue une bonne nouvelle sachant que, quelques semaines après que le Conseil de l'Europe ait voté le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, la France et l'Allemagne ont signé un traité très important à Aix-la-Chapelle qui évoque la convergence du droit des affaires, des régions transfrontalières. Si les grands enjeux macroéconomiques ou industriels semblent être peu abordés, il ne faut pas oublier qu'un traité représente beaucoup plus que ce qui y est écrit. Le traité a, sur le plan symbolique, été signé un 22 janvier, comme le traité de l'Élysée, le 22 janvier 1963, qui ne parlait pas non plus d'économie mais beaucoup de diplomatie, de défense, de jeunesse. L'économie étant déjà passée au niveau supranational comme l'illustre la proposition de Schuman de mettre la production de charbon et d'acier sous une autorité commune avec d'autres pays. L'amitié franco-allemande a permis de grandes réalisations comme sur la production de l'A300, ou le protocole additionnel au traité de l'Élysée pour coordonner les politiques économiques, précurseur du traité de Maastricht qui constituait un engagement majeur de coopération. Comme la taxation des multinationales qui constitue un résultat significatif, les grandes réalisations industrielles se révèlent complexes à mettre en place mais certains projets peuvent aboutir comme sur l'hydrogène ou la connectivité par exemple, dans le cadre des PIEC (Projet important d'intérêt européen commun) notamment. L'amitié franco-allemande a ainsi apporté beaucoup à l'Europe et à son économie.

## **Synthèse**

Un cadre institutionnel pratiquement parfait pour la coopération franco-allemande s'est installé au fil des ans, observe Peter Altmaier, mais il s'agit de l'utiliser pour répondre aux trois grands défis mondiaux. Le premier est le défi écologique et l'accord de Paris doit constituer une base pour permettre une évolution radicale dans ce domaine. Deuxièmement, il s'agit du défi économique au regard de la concurrence accrue avec les puissances asiatiques, tout en intégrant également la dimension écologique pour contribuer à la qualité de vie des citoyens. Le troisième défi étant constitué par la révolution technologique et notamment numérique.

Les réussites communes de la France et de l'Allemagne ont été possibles en dépassant les blocages idéologiques, comme avec le plan de résilience, grâce à la coopération très étroite sur le plan économique entre les deux pays. Une politique industrielle acceptée par les 27 membres de l'Union européenne a pu être mise en place pour lancer des projets concrets comme sur les batteries pour les voitures électriques, induisant de nombreuses créations d'emploi, ou l'hydrogène. Les différents partenaires ne semblent plus redouter la puissance du couple franco-allemand mais au contraire la réclament et la soutiennent. Cette coopération doit ainsi être renforcée et concrétisée plus encore sur le plan économique, industriel et technologique.

Si ce débat avait été organisé un an auparavant, il aurait probablement été l'occasion d'exprimer un profond pessimisme sur l'avenir de l'Union européenne et la situation économique comme le remarque Bruno Le Maire. Mais la stratégie économique mise en place par la France pour protéger massivement les salariés, les entreprises et les technologies a permis le redressement actuel. L'efficacité du couple franco-allemand a joué un rôle décisif en permettant des avancées très fortes dans les deux dernières années, notamment sur le plan industriel, grâce au courage des dirigeants allemands, pour répondre à la concurrence asiatique notamment. Le tabou des aides publiques à l'industrie et à l'économie a également été dépassé avec les PIEC qui manifestent que, pour la première fois, l'Europe accepte de mobiliser de l'argent public au service du développement des nouvelles technologies, ce dont se félicite Bruno Le Maire. L'émission de dettes communes a également contribué à ces évolutions positives malgré les hésitations initiales. Le dépassement de ces freins a permis des réalisations significatives dans le domaine des batteries électriques, de l'hydrogène, du cloud ou de l'espace.

Il s'agit désormais de démontrer que le couple franco-allemand est ouvert aux autres nations européennes et de faire en sorte que les finances publiques françaises se rétablissent progressivement pour ne pas être en trop grand

décalage avec l'Allemagne. La lutte contre le réchauffement climatique constituant un autre défi majeur.

Airbus symbolise les succès du couple franco-allemand, comme le remarque Guillaume Faury, tout en expliquant que des évolutions récentes introduisent de nouvelles opportunités en même temps que de nouvelles contraintes, au regard du plus grand niveau de complexité et de l'impératif de vitesse plus prononcé que par le passé. Le grand nombre d'États à coordonner ne favorise pas les décisions rapides mais le couple franco-allemand peut contribuer à lever ce frein malgré les divergences entre les deux pays, dans de nombreux domaines économiques, de politique de défense ou de géostratégie notamment. Airbus montre pour autant la capacité à maintenir cette relation dans la durée et à constituer un socle de déploiement de la puissance commune européenne au bénéfice de tous les partenaires et y compris pour les défis futurs en constituant d'abord une solution avant d'être un enjeu de mobilisation et d'entraînement des autres acteurs européens. La crise sanitaire ne semble par ailleurs pas encore totalement dépassée, notamment du fait de la mauvaise coordination manifestée à l'occasion de la remise en route de l'aviation européenne qui a conduit à un échec qu'il convient désormais de corriger. L'avion de combat du futur comme l'eurodrone doivent par ailleurs devenir des réussites, comme le défi de la décarbonation de l'aviation grâce une transformation technologique gigantesque.

Au-delà de l'enjeu de dette commune, la solidarité mise en place semble la dimension la plus importante, comme le précise Peter Altmaier, dans la mesure où la France et l'Allemagne notamment bénéficient plus de la croissance mondiale ou des investissements technologiques, par rapport à d'autres. On peut ainsi regretter le temps perdu, environ 5 ans, sans parvenir à une solution commune sur la question des *euro bonds*. Mais les progrès dans le domaine de la solidarité ont permis de renforcer encore l'Union européenne. Les élections à venir en Allemagne comme en France peuvent, comme toutes élections, en fonction de leurs résultats, introduire des évolutions sensibles et il paraît donc nécessaire dans les mois à venir de renforcer les bases de cette coopération renouvelée pour qu'elle soit pérenne, pour ne pas perdre de temps vis-à-vis des concurrents asiatiques et américains, et afin de profiter des opportunités de partenariat avec les États-Unis que permet la nouvelle administration Biden.

Au-delà de l'enjeu de la date de réforme des retraites en France, c'est la question du niveau de vie des citoyens qui est essentielle, souligne Bruno Le Maire. De ce point de vue la France est une nation où globalement on ne travaille pas assez – cela ne remet bien entendu pas en cause le travail dur et efficace des Français – au regard du niveau de chômage, de l'arrivée tardive des jeunes, ou



du départ très précoce des moins de 55 ans sur le marché du travail. La France s'appauvrit ainsi par rapport à d'autres, comme l'Allemagne, ce dont il paraît impossible de se satisfaire. En tenant compte de l'ensemble des paramètres et de la diversité des situations, dans un souci de justice et d'individualisation, une réforme des retraites semble constituer une nécessité, ce que confirme Peter Altmaier qui estime par ailleurs que les efforts déployés sur le plan de la rigueur budgétaire ont permis une plus grande souplesse par rapport au pacte de stabilité pour répondre à la période de crise. Même s'il ne faut pas, sur le long terme, faire prendre en charge le niveau de vie des citoyens par la dette.

La capacité à travailler ensemble, pour la France comme l'Allemagne, nécessite de préserver et poursuivre les efforts de convergence sur la réforme des retraites pour la France, comme l'a fait l'Allemagne sur le plan budgétaire, explique Guillaume Faury. Cette problématique renvoie également à l'enjeu de compétitivité et de coût du travail, et semble nécessaire vis-à-vis des jeunes pour que les grands équilibres économiques soient respectés et permettent de favoriser la croissance dans la durée et leur profite aussi.

La réflexion d'Adam Smith selon laquelle « on a toujours besoin d'un voisin fort » semble très pertinente aux yeux d'Hippolyte d'Albis, la réussite d'un partenaire constituant un avantage pour soi-même plutôt qu'un simple sujet de comparaison.

Il semble, en conclusion, indispensable à Bruno Le Maire de ne pas perdre de temps pour renforcer la coopération franco-allemande et au contraire urgent de la poursuivre dès maintenant avec des efforts renouvelés.

# DIX EXIGENCES POUR LA PRÉSIDENTIELLE

## LES RENCONTRES ÉCONOMIQUES D'AIX-EN-PROVENCE

---

Les 2, 3 et 4 juillet 2021, le Cercle des économistes a réuni plus de 350 intervenants de toutes les sensibilités, du monde académique, économique, syndical et social pour les 21e Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence autour de la thématique « Saisir l'avenir, ensemble ». Trois jours de débats ouverts à tous pour penser la société de demain.

Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence 2021 se fixent pour objectif d'apporter des réponses aux deux interrogations majeures qui doivent irriguer le débat public : quel avenir pour le capitalisme ? Comment la France peut-elle réellement rebondir ?

A partir des réactions des membres du Cercle des économistes<sup>1</sup> et des débats tenus lors des 56 sessions, Les Rencontres émettent 10 propositions sur les sujets les plus importants.

**1. Lutter contre le déficit de formation et de qualifications en France** à travers deux mesures principales. Donner la priorité au financement de l'éducation dès la petite enfance où se déterminent les inégalités. Intégrer massivement les entreprises dans le processus de développement des qualifications tout au long de la vie et de requalification des 1,5 million de jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET).

**2. Généraliser la Garantie jeunes** à tous les étudiants, les apprentis, les jeunes travailleurs précaires et les NEET, indépendants financièrement. Bien entendu, elle prendrait en compte la spécificité des catégories précédentes. Le financement de cette mesure doit être lié à la réforme des retraites.

**3. Intégrer pleinement la réforme des retraites dans les grandes propositions des programmes des candidats** aux élections présidentielles. Mettre l'augmentation du nombre d'annuités au cœur de la réforme est une condition de sa réussite. Compléter cette réforme des retraites par des dispositifs de solidarité.

---

1 A l'exception d'Agnès Benassy-Quéré, Laurence Boone, Benoît Cœuré et Claire Waysand que leur statut institutionnel oblige à un devoir de réserve.

**4. Soutenir les bas salaires des métiers de la « première ligne »**, publics et privés, dont nous ne pouvons plus ignorer le manque de considération salariale au vu de leur utilité sociale et de leur pénibilité. Lancer un « Grenelle des bas salaires » afin d'augmenter sensiblement les minimas salariaux des branches professionnelles dont les salaires sont les plus faibles. Revaloriser vraiment la rémunération du personnel soignant, des enseignants et des enseignants-chercheurs de la fonction publique.

**5. Instaurer une garantie publique partielle de l'épargne** des ménages lorsqu'elle est investie dans les fonds propres des TPE et PME, sous contrainte de niveau de patrimoine.

**6. Renforcer la compétitivité industrielle française** en réduisant, parmi les impôts de production, ceux qui pénalisent davantage ces secteurs, en prenant en compte les subventions.

**7. Créer un écosystème à deux niveaux, favorable aux innovations de rupture.** Au niveau européen, sur le modèle des BARDA et DARPA américaines, renforcer le modèle d'agences de recherche de projets plutôt que le modèle d'agences de recherche de moyens. Cette transformation doit être accompagnée d'une acceptation du risque et de pertes financières potentielles par des agences publiques. Au niveau français, trois mesures doivent être prises. D'une part, réorganiser les institutions publiques de recherche. D'autre part, porter les dépenses de recherche et développement françaises à 3% du PIB. Enfin, améliorer réellement l'efficacité du Crédit Impôt Recherche (CIR) envers les PME.

**8. Revoir les critères de déficit et de dette de Maastricht et du Pacte de stabilité et de croissance**, qui ne correspondent plus à la réalité européenne. La vraie question est celle de leur soutenabilité.

**9. Réagir face au risque cyber** par l'instauration d'une conférence internationale sur la cybersécurité.

**10. Activer les trois leviers indispensables pour atteindre l'objectif de l'Union européenne de neutralité carbone en 2050.** Élargir le marché européen d'échange des quotas d'émission de CO<sub>2</sub> à tous les secteurs d'activités de production. Supprimer dès à présent les attributions gratuites de quotas d'émission de CO<sub>2</sub> au sein de l'Union européenne. Utiliser une partie des recettes du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) comme proposé par la Commission européenne pour financer la décarbonation dans les pays les plus polluants.

# INDEX GÉNÉRAL DES AUTEURS

---

Abiola, Hafsat	I, 61	Bazzocchi, Didier	I, 7
Agache-Durand, Mirela	IV, 61	Becu, Elodie	I, 17
Aghion, Philippe	V, 46 - V, 14	Bedague, Véronique	II, 33
Akcigit, Ufuk	III, 56	Bell, Torsten	II, 16
Alaniou, Bénédicte	II, 43	Bénassy-Quéré, Agnès	II, 16 - IV, 14
d'Albis, Hippolyte	I, 50 - V, 78	Benhamou, Françoise II, 70 - III, 7 - III, 25	
Alderman, Liz	V, 59	Benmoussa, Chakib	II, 11
Alexandre, Marjorie	I, 54	Bensaid, Alexandra	II, 7 - V, 35
Algan, Yann	II, 27	Bensaid, Bernard	I, 12
Altmaier, Peter	V, 78	Berger, Suzanne	V, 46
Andor, László	IV, 44	Berger, Laurent	IV, 7
Antoine, Stéphanie	I, 22 - V, 23	Bertrand, Xavier	II, 7
Artus, Patrick	V, 7 - V, 14	Besson, Florence	II, 38
Aschenbroich, Jacques	III, 44	Beunardeau, Jean	IV, 51
Atig, Maya	IV, 36	Beytout, Nicolas	V, 30
Atkinson, Caroline	V, 23	Bini Smaghi, Lorenzo	IV, 61
Attali, Jacques	III, 12	Blandinières, Thierry	II, 43
Auriol, Emmanuelle	II, 16 - III, 49 - IV, 40	Blethon, Patrick	IV, 66
Babeau, Olivier	I, 29	Boccara, Frédéric	I, 65
Bacache-Beauvallet, Maya	III, 56	Boeri, Tito	III, 18
Baillard, Dominique	V, 65	de Boissieu, Christian	II, 7 - V, 17
Barbérís, Jean-Jacques	IV, 71	Bompard, Alexandre	IV, 40
Barbizet, Patricia	II, 43 - V, 40	Boone, Laurence	V, 14 - V, 59
Barnier, Michel	V, 46	Bories, Christel	IV, 77
Basini, Bruna	III, 25	Borne, Elisabeth	I, 65
Baudet, Jules	V, 7	Bosetti, Valentina	II, 49
Bayle, Laurent	III, 25	Boujnah, Stéphane	IV, 14

Briand, Sylvie	I, 12	Coutinet, Nathalie	I, 17
Brunel, Meka	II, 38	Crifo, Patricia	IV, 51
Buberl, Thomas	IV, 14	de Guigné, Anne	IV, 27
Burrow, Sharan	II, 7	De La Calle, Luis	II, 11
Cai, Mingpo	III, 39	Déau, Thierry	IV, 27
Calviño, Nadia	V, 7	Debon, Marie-Ange	IV, 27
Camus, Bertrand	II, 33	Dedeyan, Stéphane	IV, 40
Carcillo, Stéphane	III, 18	Delanglade, Sabine	V, 53
Carlac'h, Dominique	IV, 20	Des Cars, Laurence	III, 25
Carlson, Sarah	IV, 44	Deysine, Anne	V, 40
Carney, Mark	II, 56	Dockès, Pierre	V, 53
Carstens, Agustín	IV, 51	Dolveck Marlène	II, 38
Cartapanis, André	II, 62 - V, 23	Donnery, Sharon	IV, 44
Casanova, Gaetan	I, 17	Doze, Nicolas	III, 39
Cazeaux, Fabien	I, 61	Drèze, Jean	I, 61
Centeno, Mario	IV, 51	Dubourg, Nicolas	IV, 66
de Chalendar, Pierre-André	II, 70	Duflo, Esther	II, 70
Chapuis, Jérôme	I, 54	Dumazy, Bertrand	IV, 36
Chaturvedi, Sachin	V, 65	Duteil, Emmanuel	I, 34
Chevillon, Hedwige	IV, 7	Ekeland, Marie	IV, 71
Chougnnet, Jean-François	III, 25	El Karoui, Hakim	I, 50
Chusseau, Nathalie	II, 38	Elkrief, Ruth	IV, 40 - V, 7
Cicurel, Michel	I, 34	Encaoua, Myriam	I, 65
Clamadieu, Jean-Pierre	IV, 40	Engtoft Larsen, Anne-Marie	III, 44
Cœuré, Benoît	II, 22	Escande, Philippe	III, 49
Cohen, Patrick	III, 12	Fabre, Thierry	III, 56
Connan, Caroline	IV, 71	Farandou, Jean-Pierre	II, 49
Costa Silva, António	IV, 27	Farrell, Yvonne	II, 33
Costin, Claudia	III, 12	Faury, Guillaume	V, 78
Couppéy-Soubeyran, Jézabel	IV, 61	Fayet, Véronique	I - II, 70
Courtecuisse, Matthieu	III, 56	Ferguson, Niall	II, 11

Fontagné, Lionel	III, 44	Hamon, Benoît	I, 54
Fontanet, Arnaud	I, 7	Hansson, Ardo	IV, 20
Fournier, Paul-François	III, 56	Harayama, Yuko	III, 49
Fourquet, Jérôme	II, 7	Hasenfratz, Linda	II, 49
Frédeau, Michel	II, 49	Heim, Philippe	IV, 66
Frérot, Antoine	V, 30	Hermelin, Paul	III, 49
Friis, Lykke	V, 71	Hillman, Jennifer	V, 53
Gallois, Louis	III, 18	Hommeril, François	III, 18
Garcia, Cyril	III, 44	Hudson, Paul	I, 7
Garcia-Peñalosa, Cecilia	IV, 66	Hunt, Jennifer	III, 49
Garnier, Olivier	I - II, 16	Hylleberg, Jan	IV, 77
de Gaulmyn, Isabelle	II, 22	Illa, Salvador	I, 7
Gente, Karine	I, 54	Imbert, Pascal	III, 39
Geoffard, Pierre-Yves	I, 12	Israël, Stéphane	III, 44
Geoffron, Patrice	II, 33	Jacquet, Pierre	I, 61 - V, 65
Germain, Laurent	II, 38	Jacquillat, Bertrand	IV, 36
Gheballi, Flora	II, 70	Jaeger, Paul	V, 71
Ghosh, Gargee	I, 29	Jakubyszyn, Christophe	V, 40
Gideonsson, Susanna	I, 34	Jaravel, Xavier	I, 29
Ginori, Anaïs	I, 7	Jéhanno, Sylvie	III, 32
Girard, Olivier	V, 40	Jeudy, Bruno	II, 49
Giret, Vincent	I, 50	Jumet, Anne-Laure	II, 56 - V, 46
Girodolle, Jean-Louis	II, 11	Juul-Jørgensen, Ditte	II, 56
Gomart, Nicolas	IV, 71	Kandelman, Ingrid	III, 18
Grard, Marie-Aleth	I, 61	Kanté, Cheikh	V, 17 - V, 65
Grieve, Dominic	V, 40	Kao, John	V, 40
Gröndahl, Marie-Pierre	II, 11	Katséli, Louka	II, 49
Guillemot, Philippe	IV, 20	Kauffmann, Sylvie	II, 27
Guillouard, Catherine	II, 33	Kiechel, Anne-Laure	V, 59
Guinochet, Fanny	III, 18	Klein, Etienne	III, 7
Guiony, Jean-Jacques	III, 25	Klein, Olivier	V, 71

Kling, Didier	IV, 20	Louette, Pierre	II, 27
Kopff, Clarisse	IV, 40	Lu, Shaye	II, 22
Krastev, Ivan	V, 59	Lubochinsky, Catherine	IV, 51
Labaye, Éric	IV, 77	Lukash, Svetlana	V, 59
Lagarde, Christine	V, 7	Lustman, Florence	I, 41
Laigneau, Marianne	IV, 77	Lynn, Barry	II, 27
Lamnaouar, Anniela	I, 50	Mabille, Philippe	IV, 20
Lamoureux, Philippe	I, 12	MacGregor, Catherine	IV, 7
Landier, Augustin	III, 32	Madeline, Béatrice	IV, 66
Lanxade, Thibault	III, 32	Magnin-Mallez, Clarisse	II, 43
Lao, Birgit	III, 12	Makeïeff, Macha	III, 25
Laot, Bleuenn	I, 34	Mallet, Victor	I, 29
Launay, Odile	I, 22	Mallet, François	IV, 44
Le Boucher, Éric	II, 16 - II, 62 - III, 7 - III, 16	Manservisi, Stefano	III, 12
Le Bras, Hervé	I, 50	Mansouri, Noura	IV, 77
Le Maire, Bruno	V, 78	Mars, Alexandre	IV, 71
Le Poultelier, Caroline	II, 43	Martichoux, Elizabeth	V, 78
Leblanc, Robert	I, 41	Martin, Philippe	V, 71
Lechypre, Emmanuel	IV, 61	Masson-Delmotte, Valérie	II, 49 - II, 62
Lemery, Sandrine	IV, 40	Mathieu, Béatrice	III, 32 - IV, 14
Lenel, Olivier	IV, 71	Mayaki, Ibrahim Assane	V, 65
Lenglet, François	II, 70	McGuinness, Mairead	IV, 61
Letta, Enrico	II, 7	McInnes, Ross	IV, 7
de Leusse, Jean-Frédéric	IV, 61	Menegaux, Florent	V, 30
Levy, Jean-Bernard	IV, 7	Mignola, Patrick	II, 11
Lidington, David	V, 35	Mir, Chantal	I, 61
Lin, Justin Yifu	V, 65	Mockly, Dominique	I, 29
Loison, Patricia	I, 41 - I, 70	Moïsi, Dominique	V, 53
Lombard, Éric	IV, 14	Mokyr, Joel	I, 12
Lorenzi, Jean-Hervé	V, 14 - V, 30	Monsellato, Gianmarco	V, 23
		Montjotin, Hervé	IV, 27

Moreno, Elisabeth	II, 70	Pinon, Éric	I, 41
Moreno, Luis Alberto	I, 29	Piolle, Éric	V, 23
Morgon, Virginie	IV, 36	Pisani-Ferry, Jean	II, 16 - V, 35
Morin, Chloé	II, 11	Pollin, Jean-Paul	IV, 44
Morot, Patrice	IV, 14	Posen, Adam	V, 23
Mouhoud, El-Mouhoub	II, 56	Potier, Benoît	V, 30
Moureau, Nathalie	I, 34	Pouyanné, Patrick	II, 56
Moyon, Patrice	II, 33	Prat-Gay, Alfonso	I, 54
Musca, Xavier	IV, 66	Puig, Jean-Philippe	II, 43
Mushikiwabo, Louise	V, 53	Queisser, Monika	I, 65
Nakagawa, Melanie	V, 7	Rabault, Valérie	II, 22 - II, 70
Namias, Nicolas	IV, 36	Rabuel, Sylvain	I, 50
Nerbonne, Sophie	II, 27	Raffarin, Jean-Pierre	II, 22
Niblett, Robin	II, 27	Rambaud, Bertrand	III, 39
Ninane, Florence	V, 71	Raulin, Nathalie	I, 12
Ouziel, Sylvie	IV, 77	Rehn, Alf	III, 56
Pallez, Stéphane	I, 65	Renard, Mary-Françoise	IV, 71
Pannier-Runacher, Agnès	V, 30	Rey, Hélène	IV, 7
Paris, Vincent	III, 56	Richard, Stéphane	IV, 7
Parlongue, David	IV, 27	Riché, Pascal	IV, 44
Parly, Florence	V, 46	Rocher, Bris	IV, 66
Pastré, Olivier	I, 65	Rogoff, Kenneth	IV, 51
Pech, Thierry	II, 22	de Romanet, Augustin	II, 7
Pehrsson, Ulf	III, 44	Rouaix, Vincent	III, 32
Peronnet, Olivier	IV, 36	Roulet, Alexandra	IV, 20
Perrier, Yves	V, 35	Ruffenach, Pascal	I, 50
Perrot, Anne	III, 39	Saadé, Rodolphe	V, 46
Pezzini, Mario	V, 65	Saint-Étienne, Christian	II, 11
Piccard, Bertrand	I, 70	Sall, Macky	V, 17
Piechaczyk, Xavier	II, 38	Sarr, Papa Amadou	III, 39
Pignal, Stanley	IV, 51	Schelcher, Dominique	II, 43



Schmidt de la Brélie, Christian	I, 17	Védrine, Hubert	V, 59
Schmit, Nicolas	I, 65	Viard, Jean	V, 53
Schmitt, Jean	III, 49	Vicente, Tristan	I, 61
Schubert, Christian	V, 71	Vidal, Frédérique	III, 16
Sentilhes, Gregoire	IV, 61	Vieira da Silva, José	I, 7
Seux, Dominique	IV, 36	Villeroy de Galhau, François	V, 35
Seydi, Moussa	I, 22	von Weizsäcker, Jakob	IV, 61
Shafik, Nemat	V, 35	Wahl, Philippe	V, 30
Shiva, Vandana	II, 56	Wang, Huiyao	V, 59
de Silva, Isabelle	III, 39	Waysand, Claire	II, 49
Siza Vieira, Pedro	V, 71	Weder di Mauro, Beatrice	IV, 51
Smit, Sven	V, 46	Wild, Oliver	V, 40
Stordalen, Gunhild	II, 43	Wisniewski, Raphaël	I, 17
Sutt, Andres	III, 32	Woerth, Éric	I, 41
Suwa-Eisenmann, Akiko	I - IV, 27	Woods, Ngairé	I, 29
Tassart, Bénédicte	III, 44	Yang, Marjorie	IV, 20
Tegnell, Anders	I, 12	You, Martial	IV, 77
Terrier, Georges	V, 40	Zhang, Jun	III, 39
Teste, Benoit	I, 34		
Tison, Erwann	I, 54		
Tomasini, Magda	I, 50		
Tooze, Adam	V, 23		
Touraine, Marisol	I, 22		
Touvrey, Catherine	I, 7		
Trainar, Philippe	I, 41		
Trannoy, Alain	III, 12		
Trouchaud, Philippe	III, 32		
Vaissié, Arnaud	I, 12		
Valla, Natacha	I, 7		
Van Parijs, Philippe	I, 54		
Vassal, Martine	II, 22		

# REMERCIEMENTS DU CERCLE DES ÉCONOMISTES

---

Les membres du Cercle des économistes pour leur participation :

Hippolyte d'Albis, Philippe Aghion, Yann Algan, Patrick Artus,  
Emmanuelle Auriol, Agnès Bénassy-Quéré (membre en disponibilité),  
Françoise Benhamou, Jean-Paul Betbèze, Christian De Boissieu,  
Laurence Boone, Stéphane Carcillo, André Cartapanis,  
Benoît Cœuré (membre en disponibilité), Lionel Fontagné,  
Pierre-Yves Geoffard, Patrice Geoffron, Pierre Jacquet, Bertrand Jacquillat,  
Jean-Hervé Lorenzi, Catherine Lubochinsky, Philippe Martin, Valérie Mignon,  
Olivier Pastré, Anne Perrot, Jean-Paul Pollin, Hélène Rey, Dominique Roux,  
Christian Saint-Etienne, Akiko Suwa-Eisenmann, David Thesmar,  
Philippe Trainar, Alain Trannoy, Claire Waysand (membre en disponibilité)

L'ensemble des intervenants ainsi que :

Maya Bacache-Beauvallet, Patricia Barbizet, Nathalie Chusseau,  
Jézabel Couppey-Soubeyran, Pierre Dockès, Cecilia Garcia-Penalosa,  
Olivier Garnier, Karine Gente, Xavier Jaravel, Éric Labaye, Augustin Landier, El  
Mouhoub Mouhoud, Nathalie Moureau, Mario Pezzini,  
Mary-Françoise Renard, Alexandra Roulet, Natacha Valla.

Pour leur collaboration et leur soutien aux Rencontres Économiques d'Aix-en-  
Provence 2021 :

Sciences Po Aix, Aix-Marseille Université, La Mairie d'Aix-en-Provence,  
Territoire du Pays d'Aix et Pays d'Aix Développement,  
Le Festival d'Aix-en-Provence

Ainsi que :

ACCENTURE ; AFG ; AGIPI ; AIR LIQUIDE ; ALEGRIA-ACTIVITY  
ALLEN & OVERY ; AMRAE ; AMUNDI ASSET MANAGEMENT  
ANDERA PARTNERS ; AON ; AXA FRANCE ; BANQUE DE FRANCE ; BCG  
BIRD ; BOURSORAMA ; BRED ; CAP GEMINI ; CARREFOUR

CATHAY CAPITAL ; CASTALIE ; CCI PARIS ILE DE FRANCE  
CHÂTEAU BEAULIEU ; CHUBB ; CMA CGM ; CNIEL ; CNP ASSURANCES  
COVEA ; CRÉDIT AGRICOLE ; DALKIA ; DAVIS POLK ; DELOITTE ; DOMUS  
VI EDENRED ; EDF ; EGIS ; ELIOR ; ENEDIS ; ENGIE ; ENVISION ; ERAMET  
EULER HERMES ; EURAZEO ; EURONEXT  
FÉDÉRATION BANCAIRE FRANCAISE ; FFA ; FINEXSI  
GROUPE GALERIES LAFAYETTE ; GECINA ; GOLDMAN SACHS  
GROUPAMA AM ; GROUPE ADP ; GROUPE AVEC ; GROUPE AVRIL  
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ; GROUPE LA POSTE ; GROUPE MICHELIN  
GROUPE RATP ; GROUPE RENAULT ; GROUPE ROCHER ; GROUPE SAUR  
HARMONIE MUTUELLE ; HSBC ; ICADE ; INETUM ; INTERNATIONAL SOS  
INVIVO ; ISALT GESTION ; JOLT CAPITAL ; JOUVE ; KEOLIS  
KEPLER CHEUVREUX ; KLESIA ; LA BANQUE POSTALE  
LA FRANÇAISE DES JEUX ; LAZARD ; LEEM ; LVMH ; MATMUT ; MAZARS  
MCKINSEY & COMPANY ; MERIDIAM ; MOODY'S ; NATIXIS ; NEXITY  
NEXTSTAGE ; ORANGE ; PHILIP MORRIS ; PWC ; RTE  
RUSSELL REYNOLDS ASSOCIATES ; SAFRAN ; SAINT-GOBAIN ; SANOFI  
SIA PARTNERS ; SIPAREX ; SNCF ; SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ; SOCOTEC ; SOLVAY  
SOPRA STERIA ; SUEZ ; SYSTÈME U ; TEREGA ; TOTALENERGIES ; UBS  
VALEO ; VEOLIA ; WAVESTONE

Pour leur modération :

Bénédicte Alaniou (Le Parisien), Liz Alderman (New York Times),  
Stéphanie Antoine (France 24), Dominique Baillard (RFI),  
Bruna Basini (Le Journal du Dimanche), Elodie Becu (EBRA Presse),  
Alexandra Bensaid (France Inter/France 2), Florence Besson (Elle),  
Nicolas Beytout (L'Opinion), Fabien Cazeaux (France Inter),  
Jerome Chapuis (La Croix), Hedwige Chevrillon (BFM Business),  
Patrick Cohen (Europe 1), Caroline Connan (Bloomberg),  
Isabelle De Gaulmyn (La Croix), Anne De Guigné (Le Figaro),  
Sabine Delanglande (Les Echos), Nicolas Doze (BFM Business),  
Emmanuel Duteil (Europe 1), Ruth Elkrief (LCI), Myriam Encaoua (LCP),  
Philippe Escande (Le Monde), Thierry Fabre (Challenges),  
Anaïs Ginori (La Repubblica), Vincent Giret (Radio France),  
Marie-Pierre Grondhal (Le Journal du Dimanche),  
Fanny Guinochet (Franceinfo), Christophe Jakubyszyn (BFM Business),  
Bruno Jeudy (Paris Match), Anne-Laure Jumet (France Culture),  
Sylvie Kauffmann (Le Monde), Emmanuel Lechypre (BFM/RMC),  
François Lenglet (TF1), Patricia Loison (Franceinfo),

Philippe Mabilie (La Tribune), Béatrice Madeline (Le Monde),  
Victor Mallet (Financial Times), Elisabeth Martichoux (LCI),  
Béatrice Mathieu (L'Express), Patrice Moyon (Ouest-France),  
Stanley Pignal (The Economist), Nathalie Raulin (Libération),  
Pascal Riché (L'Obs), Christian Schubert (Faz), Dominique Seux (Les Echos),  
Bénédicte Tassart (RTL), Martial You (RTL)

Pour leur participation et leurs interventions :

Les 120 étudiants ou jeunes actifs de 18 à 28 ans sélectionnés et invités à l'issue d'un appel à candidatures. Ils ont été sélectionnés parmi plus de 500 candidats et trois lauréats ont été choisis par le jury pour leur réflexion sur le thème « Résister aujourd'hui pour Inventer demain » : Etienne de l'Estoile, Benoît Piveteau, Naelle Verniest. Le jury a décidé cette année de décerner deux mentions spéciales à Océane Mascaro et Antoine Oberdorff.

Pour leur accompagnement et leur implication :

L'ensemble des membres du Jury La Parole aux 18-28 et les trois lauréats élus sur la base de leur contribution écrite sur le thème « Résister aujourd'hui pour Inventer demain » sous la présidence d'Étienne Klein, Physicien, directeur de recherches au CEA et docteur en philosophie des sciences et composé d'Agnès Audier (BCG), Françoise Benhamou (Cercle des économistes), Jacques Biot (Ancien Président de l'École polytechnique), Patrice Geoffron (Cercle des économistes), Sylvie Kauffmann (Le Monde), Anne-Laure Jumet (France Culture), Éric Molinié (Dalkia) et Bruno Raffaelli (de la Comédie-Française).

Nous remercions vivement le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, pour son soutien constant depuis le début de cette aventure.

Une mention spéciale pour les Editions Nathan pour la parution de la 9ème édition du livret La Parole aux 18-28 et pour France Culture pour sa mise en avant active des lauréats.

Sans oublier les partenaires du dispositif La Parole aux 18-28 :

Aix Marseille Université, ARES, Bpifrance, CDEFI, CGE, CPU, Ville d'Aix-en-Provence, Les Crous, Spencer Stuart

Et enfin, ceux qui ont orchestré ces Rencontres :

Marie Castaing et Anne Vernois avec Nicole Bordet, Laure Coumes, Laetitia Deloin, Guillemette de Luze, Lise Frische, Philippine Guérard, Alexandra le Tourneur d'Ison, Clément Lebourg, Léa Le Van Bereni, Zoé Martigny, Thibaut Mommeja, Anaïs Paccard, Sophie Parisel, Alban Schneyder, Helen Verryser

Avec le soutien de :

Eloïse Bernadou, Camille Bouquet, Lucie Calonne, Anna Czarnohorska, Anne-Sophie Devallet, Catherine Filonczuk, Théodore Gentil, Léa Konini, Thibaut Mongis, Mathieu Noguès, Pauline Porcheron, Antoine Rougier







Retrouvez l'intégralité des débats et sessions en replay sur

**[lesrencontreseconomiques.fr](http://lesrencontreseconomiques.fr)**